

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques, et de communication

L'influence du vote obligatoire sur l'efficacité politique externe

Approfondissement théorique de l'état de la
littérature

Auteur : Stelleman Jérémie

Promoteur : Min Reuchamps

Année académique 2023-2024

Master 60 en sciences politiques, orientation générale en horaire
décalé

Table des matières

Résumé	2
Introduction générale	3
Définitions et délimitation du champ d'étude	5
L'efficacité externe	5
Le vote obligatoire, définitions et postulats	8
1 ^{ère} partie, l'approche instrumentale	10
Le reflet des attentes individuelles en matière de redistribution	10
Comment le vote obligatoire influence les politiques publiques	18
Conclusion de la première partie	25
2 ^{ème} partie, l'approche procédurale	27
L'influence sur l'efficacité externe par l'inclusion démocratique	27
L'augmentation de la connaissance politique	33
Conclusion de la deuxième partie	36
Conclusion générale	38
Les difficultés rencontrées	38
Rappel de la démarche et ouverture	39
Bibliographie	42

Résumé

Ce travail vise à étudier la façon dont le vote obligatoire influence l'efficacité politique externe à travers un premier approfondissement théorique. Cette dernière se définit comme la perception d'un individu en la capacité de son gouvernement à réagir aux demandes « de gens comme lui ». Elle tend donc à capturer tant une notion de réactivité gouvernementale qu'une notion de confiance.

Deux approches ont été mises en avant telles que décrites dans la littérature scientifique, l'approche instrumentale et l'approche procédurale. L'approche instrumentale consiste à analyser la relation d'un point de vue centré sur la réactivité gouvernementale, notamment en ce qui concerne les attentes en matière de redistribution. Plusieurs mécanismes novateurs ont pu être mis en avant. Parmi eux, l'une influence positive exercée par la base partisane et électorale réticente sur la propension des partis, surtout « de gauche » à favoriser des politiques davantage redistributives tant dans leur communication que dans leur gouvernance. Le vote obligatoire pourrait ainsi augmenter l'efficacité externe par ce biais mais également expliquer une différence entre la congruence économique et culturelle notamment.

L'approche procédurale a pu mettre en avant dont la seule participation électorale était susceptible d'influencer l'efficacité politique externe. Cette relation varie selon les systèmes politiques, avec les systèmes majoritaires favorisant la théorie du winner boost effect affaibli chez les réticents, et les systèmes proportionnels favorisant la théorie de l'équité procédurale.

Plusieurs pistes d'approfondissements sont explorées pour une future recherche empirique complémentaire.

Introduction générale

Le questionnement premier à l'origine de ce mémoire fut la question de la crise de la représentativité qui occupe beaucoup de nos démocraties occidentales. Le manque de confiance de la population ainsi qu'un désintérêt de la participation institutionnelle et électorale sont des symptômes de cette crise.

Comme souvent, la réflexion à la genèse d'un travail de recherche attrait aux constats effectués au sein même de son environnement. En l'occurrence, il n'échappera pas au lecteur qu'en Belgique, la question de la désertification des isoloirs ne se pose pas de la même manière qu'ailleurs. En Belgique, l'électeur est obligé de se rendre aux urnes, ce qui ne pose donc pas le problème de la participation électorale en baisse, comme on le constate chez nos voisins. Il serait sans doute précipité d'en conclure que la démocratie s'en porte mieux chez nous que dans les autres pays au système de vote libre. D'aucuns estiment que le vote obligatoire tend à effacer les symptômes d'un malaise démocratique qui lui, persiste. D'autres estiment que le vote obligatoire, par la participation forcée qu'il entend, ramène un électorat éloigné des urnes et inclut la population dans son ensemble, dans le processus démocratique. L'hypothèse est faite que cette participation obligatoire pourrait représenter un élément de réponse en tant que tel à la crise démocratique. Cela revient indirectement à interroger les bienfaits de la participation électorale, et si ces bienfaits éventuels varient selon ce qui motive cette participation, que ce soit l'intérêt ou une obligation légale.

Mon travail de recherche se loge dans ce débat encore vif, tant d'un point de vue empirique qu'indirectement normatif (bien que l'apport de ce travail ne vise évidemment aucune ambition normative en tant que tel). Si les effets en matière de participation ne font pas débat, c'est davantage le cas d'éventuels « effets secondaires » attribués au vote obligatoire. Parmi eux, dans quelle mesure la participation obligatoire au processus électoral encourage-t-elle la population à croire aux résultats de ce processus ? Une telle mesure met-elle l'électeur devant le fait accompli d'une désillusion sur la façon dont la démocratie faillirait à répondre à ses attentes ? Ou la participation tend-elle à rendre compte des nuances qui caractérisent nos systèmes politiques et à favoriser une certaine indulgence au sein de la population, envers ses représentants ?

Au cours de mes premières recherches, les concepts d'efficacité politique interne et surtout externe sont vite apparus comme correspondant au phénomène qu'il me tenait à cœur de mieux

comprendre et rendre compte. Le vote obligatoire permet-il ainsi d'augmenter l'efficacité politique externe ?

Cette recherche ne doit pas se restreindre à la seule participation, mais tous les effets secondaires individuels et collectifs éventuels qu'elle entend. Comment la prise en compte de cet électorat modifie-t-il non seulement le comportement de la population mobilisée, mais également du reste des acteurs ?

Ce mémoire est réalisé dans le cadre d'un M60, avec la volonté de poursuivre mon cursus avec un M120. C'est donc dans cette plus grande perspective que se construit le cheminement réflexif de ce travail. Le présent travail de recherche s'inscrit donc dans la volonté de dégager un premier champ théorique large et de poser les premiers jalons d'une deuxième analyse causale accompagnée d'une récolte de données.

Ce second travail à venir pourra quant à lui s'attarder davantage sur la récolte et l'analyse de données pour compléter l'aspect causal d'un des phénomènes que j'aurai pu dégager dans un premier temps. Ainsi, le lecteur ne devra pas s'étonner d'une attention inhabituellement importante accordée à la dimension théorique de ce travail. Afin de dégager un maximum d'approches théoriques et de ne fermer aucune possibilité future, la phase exploratoire se révélera donc large et se voudra extensive.

Une autre dimension importante est à relever avant le début de ce premier tour d'horizon théorique : la nature l'objet d'étude de ce mémoire elle-même appelle à une exploration élargie. En effet, dans la perspective d'apporter des clés de compréhension concrètes aux effets du vote obligatoire, il ne fait pas de sens d'étudier le seul impact du vote obligatoire dans une approche purement corrélationnelle et numérique. En effet, les études d'analyses du vote obligatoire ne relèvent pas à proprement parler de l'étude du vote obligatoire dans son acception « juridique » ou « législative », mais bien de son premier effet direct : l'augmentation de la participation. C'est bien cette participation électorale forcée et ses effets indirects qui sont étudiés lorsqu'on parle du vote obligatoire. En ce sens, une attention particulière doit être accordée à ne pas mener mes recherches uniquement dans le spectre réduit du vote obligatoire *stricto sensu*, mais l'apparition d'un nouveau public électoral normalement éloigné des urnes. Des recherches *a priori* sans lien direct avec le vote obligatoire auront ainsi tout intérêt à être mobilisées.

Définitions et délimitation du champ d'étude

L'efficacité externe

Cette partie vise à définir le champ d'étude précis de ce mémoire en ce qui concerne la variable de l'efficacité politique externe et de la façon dont elle est conceptualisée et opérationnalisée, avant toute problématisation. En effet, il est important d'aborder ces notions, car les distinctions entre concepts se logent ici parfois dans l'opérationnalisation empirique qui en est faite. Les définitions tirées de cette section pourront guider non seulement l'exploration de l'état de l'art empirique mais surtout théorique. Ainsi, il sera possible de noter les variables alternatives utilisées dans des recherches touchant à l'efficacité externe et ce qui les distinguent entre elles ainsi qu'avec l'efficacité externe.

Avant de délimiter le champ théorique en définissant la notion d'efficacité politique externe, il est pertinent d'évaluer la façon dont cette variable est un choix adapter au regard des ambitions premières de cette recherche expliquées lors de l'introduction. Autrement dit, il est nécessaire de s'assurer dans un premier temps que l'efficacité externe présente bien un lien avec la participation électorale. En outre, Reuchamps et al. (2015) affirment que l'efficacité externe semble être une variable incitant à la participation électorale. Par ailleurs, de nombreux écrits confirment son rôle médiateur à l'intérêt politique, dont l'impact sur la participation démocratique n'est plus à prouver.

Distinction entre efficacité interne et externe

Initialement, la notion d'efficacité politique était définie comme tel : « Le sentiment que l'action politique individuelle a, ou peut avoir, un impact sur le processus politique, c'est-à-dire qu'il vaut la peine d'accomplir ses devoirs civiques. C'est le sentiment qu'un changement politique et social est possible et que le citoyen individuel peut jouer un rôle dans la réalisation de ce changement.» (Harris 1955 ; Traduit de l'anglais par l'auteur du mémoire). Comme le rapportent Esaiasson, Kölln, et Turper (2015), le concept fut rapidement divisé en deux notions distinctes : l'efficacité politique interne et l'efficacité politique externe.

Alors que l'efficacité politique interne désigne la croyance de quelqu'un en sa capacité à participer au processus démocratique (Esaiasson, Kölln, et Turper 2015), Reuchamps et al. (2015) décrivent l'efficacité politique externe comme « la croyance dans la capacité de réaction des décideurs face aux demandes des citoyens ». Ce sera bien cette notion qui nous intéressera tout au long de cet état de l'art.

Plusieurs auteurs se sont en outre attardé sur la différenciation entre la « perception de la réactivité du gouvernement » (Government's responsiveness) et « l'efficacité politique externe » (External efficacy), deux notions relativement similaires. Kölln, A. K., Esaiasson, P., et Turper, S. (2015) font ainsi la distinction entre la mesure de la perception subjective de la capacité du gouvernement à réagir aux opinions et souhaits de la population, à une notion plus générale et émotionnellement chargée sur les résultats (outputs) de ces processus que désigne l'efficacité politique externe.

Pour approfondir la distinction théorique entre les deux notions, la perception de la réactivité est opérationnalisée comme la perception des individus de la capacité des dirigeants à *écouter* (find out) les souhaits de la population, à *expliquer* les décisions qu'ils prennent et enfin à *s'adapter* (acomodate) aux souhaits émanant de la population (Esaiasson, Kölln, and Turper, 2015).

A l'inverse, l'efficacité politique externe s'opérationnalise davantage à l'aide d'indicateurs capturant une notion affective voire émotionnelle (Esaiasson, Kölln, and Turper, 2015). Les indicateurs que nous utiliserons se baseront ainsi sur cette distinction, afin de capturer cette notion d'affect quand cela sera possible. Par exemple, des indicateurs utilisés dans la littérature scientifique pour capturer l'efficacité politique externe sont : « Les représentants ne se soucient pas de l'opinion des gens comme moi. 2. Les gens comme moi n'ont aucune influence sur la politique du gouvernement. 3. Les partis politiques ne s'intéressent qu'à mon vote et non à mon opinion. " » (Esaiasson, Kölln, and Turper, 2015 ; Traduit de l'anglais par l'auteur du mémoire).

Enfin, les auteurs démontrent dans une analyse empirique, à partir d'indicateurs différents, une corrélation imparfaite entre ces deux variables, démontrant ainsi la pertinence de la distinction entre les deux notions.

Au vu du questionnement initial explicité lors de l'introduction de ce mémoire, cette distinction nous permet de mieux délimiter notre champ de recherche. En effet, l'objet de ce mémoire assume aisément l'inclusion d'une notion d'affectivité et de subjectivité, puisqu'il s'inscrit globalement dans la manière dont le vote obligatoire est susceptible de pouvoir répondre à une crise de la confiance démocratique.

En revanche, il est important de préciser que l'étude indique toutefois que les deux variables restent fortement corrélées (Chamberlain, 2012 ; Esaiasson, Kölln, et Turper, 2015). Par ailleurs, les deux variables sont toutes deux des composantes solides de la confiance envers le

politique (les institutions de pouvoir), et l'ensemble des indicateurs relevés restent des indices alternatifs pertinents dans le cadre de cette recherche

On le comprend donc, l'efficacité politique externe ne reflète pas uniquement une notion objective de réactivité. Elle tend à mesurer davantage une notion de confiance centrée sur les *résultats* de l'action du gouvernement.

A ce sujet, il est nécessaire d'assurer une nouvelle distinction. Craig, Niemi, et Silver (1990) confirment que la confiance envers le gouvernement reste bien corrélée avec l'efficacité politique externe à certaines conditions. En l'occurrence, si elle est opérationnalisée de manière à représenter la manière dont « la représentation politique » (Craig, Niemi, et Silver ,1990, pp 301) réagit aux demandes populaires, elle sera confondue avec l'efficacité externe. En revanche, si elle tend à capturer le degré d'équité (« fairness ») du processus démocratique de manière davantage objective et centrée sur les processus institutionnels, nous parlerons davantage de confiance envers le régime politique. Les mêmes auteurs font par ailleurs la distinction entre la confiance envers le régime politique et ses institutions (regime based trust) et envers les personnalités (incumbent based trust) dont les évolutions connaissent d'ailleurs des trajectoires différentes aux Etats-Unis

En sommes, l'efficacité politique externe est une variable largement étudiée et opérationnalisée, et dont la distinction avec des concepts similaires (confiance envers le régime, perception de la réactivité,...) reste considérée comme pertinente au sein de la littérature scientifique. On peut résumer cette variable en ce sens qu'elle vise à capturer la croyance (chargée émotionnellement) d'un citoyen en la capacité du gouvernement à porter un intérêt voire une considération aux souhaits populaires de lui-même et de ses pairs et de réagir en conséquence.

Le vote obligatoire, définitions et postulats

Tout travail concernant l'instauration du vote obligatoire traitera du problème qu'il tente d'adresser, en l'occurrence, l'abstention électorale. Comme le rapportent Miles et Mullinix (2021), l'abstention électorale est reconnue pour ses effets délétères sur la qualité d'une démocratie. Il est donc logique des politiques d'augmentation de la participation électorale fassent l'objet d'intenses débats sur leurs conséquences de natures diverses. En outre, le débat autour du vote obligatoire fait émerger de nombreux arguments, qu'ils soient normatifs, philosophiques ou épistémologiques (Reuchamps et al., 2018). La recherche qu'ambitionne ce mémoire ne cherche pas à apporter une réponse normative au débat propre au sujet abordé, mais bien à fournir des clés de compréhension pour l'alimenter à base d'analyses empiriques fiables.

En ce qui concerne la définition de vote obligatoire, Quintelier et al. (2011) précisent qu'il serait sans doute plus précis de la nommer « participation obligatoire » (mandatory attendance), puisque l'obligation réside dans la présence devant les urnes et non dans le vote en lui-même. Les électeurs gardent toujours le droit de soumettre un vote blanc ou invalide dans l'urne. Les auteurs nous rappellent qu'il existe différentes applications d'une telle mesure. Les variations se situent généralement dans la sanction en cas de non-respect de l'obligation électorale. Si les sanctions diffèrent entre amendes financières, exclusions de certains services publics etc,... même les systèmes d'obligation les plus stricts voient une application relativement faible de ces sanctions dans la pratique (Boyle, 2022). Au regard de ces éléments, certains auteurs mobilisés dans ce travail de recherche catégoriseront certains systèmes par degré de rigueur d'application pour en étudier l'impact sur différents éléments au sein de la population (Sheppard, 2015 ; Boyle, 2022 ; Quintelier et al., 2011).

Toutefois, cette catégorisation ne devra pas être retenue avec trop de rigueur au cours de ce travail, car l'application et la nature des sanctions semble avoir un effet limité en eux-même (Dassonneville, 2023).

En Belgique, les sanctions prévues par la loi ne sont plus appliquées depuis les années 2000, bien que plus de 60% de la population pense qu'une sanction leur sera appliquée en cas d'abstention, que ce soit, une convocation devant une cour judiciaire, un formulaire à remplir ou une amende à payer (Dassonneville, 2023). La croyance ou non en l'application des sanctions ne semble avoir qu'un effet limité sur les chances de participation des citoyens interrogés, puisque les chances de participation passent de 85% lors que le citoyen affirme qu'aucune sanction est appliquée à 93% quand il pense que ce sera certainement le cas. Ainsi,

la seule symbolique de l'obligation semble malgré tout contraignante et c'est cette obligation dans son caractère général et non les sanctions qui en découlent qu'il sera pertinent d'étudier dans ce travail.

Les conséquences du vote obligatoire catégorisées

Dans un premier temps, Sheppard (2015) distingue deux types de conséquence en ce qui concerne le vote obligatoire. D'une part, les effets de premier ordre « first order effects » et d'autre part, les effets de second ordre « second order effects ». Cette distinction, bien que pas totalement imperméable, a l'avantage de présenter une classification relativement claire entre les différents concepts que nous allons aborder. Sheppard (2015) décrit le premier comme les effets en matière de participation électorale, tandis que le second désigne les effets en matière « de formes d'engagement politique par-delà l'urne » (Sheppard, 2015).

Il existe une forme de consensus sur l'effet du vote obligatoire en matière de participation électorale en ce sens qu'il augmente bel et bien la participation électorale de manière significative (Quintelier et al., 2011 ; Hill, 2006 ; Blais et al., 2022 ; Boyle, 2022 ; Sheppard, 2015). Cette augmentation n'est pas égale dans chaque système où le vote obligatoire est instauré, car son intensité est positivement corrélée à la rigueur de l'application de cette règle, bien que la nature de la sanction en cas d'abstention ne semble pas avoir d'impact significatif sur l'efficacité de l'obligation de vote (Blais et al., 2022). Au regard des éléments susnommés, l'augmentation de la participation permise par le vote obligatoire, à différentes échelles, ne semble pas remise en question. En Belgique, l'impact du vote a été démontré, notamment par Dassonneville (2023), qui affirme d'une baisse de 10 à 20 pourcents du taux de participation serait constatée en cas d'abolition du vote obligatoire.

1^{ère} partie, l'approche instrumentale

Le reflet des attentes individuelles en matière de redistribution

Un public concerné socio-économiquement caractérisé

La question de l'augmentation de la participation électorale soulève par la même occasion celle de l'équité de participation électorale. De nombreux chercheurs affirment que dans un système de vote libre, certains sous-groupes de la population n'iraient pas voter (Boyle, 2022). L'identification des caractéristiques de ces sous-groupes varie selon les travaux et surtout le terrain de recherche. Globalement, les travaux traitant du sujet font état d'une meilleure participation de certains sous-groupes au sein de systèmes où le vote est obligatoire (Birch & Lodge, 2015; Boyle, 2022; Hill, 2006; Irwin, 1974; Lijphart, 1997; Quintelier et al., 2011). L'âge, l'éducation et les revenus sont trois variables significativement corrélées avec une propension moindre à se rendre aux urnes au sein d'un système de vote « libre », comme le rapporte Boyle (2022).

Il est bon de noter que la variable du niveau d'éducation, une fois contrôlée pour l'intérêt politique, semble voir son impact diminuer, selon des données récoltées en Belgique (Reuchamps et al., 2015), bien que la corrélation soit plus forte dans ce pays que dans d'autres systèmes de vote obligatoire (Dassonneville, 2023). Le vote obligatoire semble bien amener une participation plus universelle, en faveur des sous-groupes plus éloignés de la politique conventionnelle. Ce solide constat de la part de la communauté scientifique est un postulat important dans le cadre de ce travail. Il permet d'attester de l'impact sur une population caractérisée et éloignée de la politique conventionnelle. On pourra donc se douter qu'une partie des effets du vote obligatoire pourraient bien se faire ressentir directement ou indirectement à partir de ce constat.

La réactivité différentielle et l'égalité de distribution des revenus

L'augmentation de l'équité de la participation électorale pourrait avoir des conséquences au-delà de la simple inclusion au processus électoral (input), mais bien sur ses résultats (output). Sarah Birch (2009) dans son article « The case for compulsory voting » affirme qu'il existe un lien fort entre « équité politique » (Political fairness) et vote obligatoire. Ainsi, dans un système de vote « libre » les politiques publiques défavoriseraient des groupes ayant le moins de chance de se rendre aux urnes (Birch & Lodge, 2015). Le vote obligatoire mènerait donc à une

meilleure réactivité du gouvernement comme l'affirme E. Chapman (2019) envers cette population éloignée de la politique conventionnelle.

Si les articles mobilisés n'expliquent pas la façon dont ce phénomène se produit (bien que nous en abordions différentes théories plus loin dans ce travail), de nombreux chercheurs s'accordent à dire que les groupes rapportant les plus faibles revenus sont ceux dont les attentes sont le moins prises en considération dans la construction et la mise à l'agenda des politiques publiques. (Dassonneville et al., 2021; Elkjær & Klitgaard, 2021; Schakel, 2021; Soontjens & Persson, 2024; Traber et al., 2022). Les phénomènes causaux de cette prise en compte moindre et la façon dont le vote obligatoire seront étudiés

Un tel phénomène a été étudié par Peters et Ensink (2015), dont les recherches démontrent un phénomène qu'ils définissent comme *réactivité différentielle*. Celui consiste en une priorisation des préférences des groupes économiques supérieurs au détriment des groupes inférieurs, en particulier lorsque ceux-ci divergent. Dans un système politique où les dons privés ont un rôle important à jouer dans le financement des campagnes électorales, comme celui des Etats-Unis, on peut raisonnablement douter que c'est surtout cet aspect qui expliquera cette réactivité différentielle.

Les travaux de M. Gilens (2005) se situent dans la continuité de cette hypothèse en démontrant que lorsque la population américaine est divisée sur un sujet précis, la position du groupe plus aisé se verra surreprésenté au sein des institutions de pouvoir. Si Gilens (2005) ne fait pas de lien explicite avec le vote obligatoire, il est intéressant de mettre ses conclusions en perspective avec les éléments du début de ce travail : on sait que les populations économiquement privilégiées tendent à afficher une plus haute participation électorale. Ce phénomène ainsi avoir un double impact à cet égard.

Par ailleurs, dans leur papier, Peters et Ensink (2015) l'expliquent, cette meilleure réactivité envers les groupes socio-économiques supérieurs s'expliquerait bien par cette différence de participation électorale entre les différents groupes de niveaux de revenus et non pas seulement à travers la dimension de financement électoral.

Par ailleurs, cette prise en compte plus importante de la part des dirigeants des aspirations des populations se rendant aux urnes est appuyée par Griffin & Newman (2005) dans leurs travaux, sans pour autant aborder la dimension de financement de campagne dans l'explication de cette tendance.

Enfin, le phénomène est également observable dans une situation inverse. La participation obligatoire des populations défavorisées entraîne une modification de l'orientation des politiques publiques en elles-mêmes ainsi que leurs effets (Bechtel et al., 2016 ; Chong & Olivera, 2008). Bechtel et al. (2016) effectuent une analyse sur la façon dont le vote obligatoire influence le soutien pour des politiques « de gauche ». Pour ce faire, ils étudient l'échelle à laquelle le vote obligatoire explique le soutien des politiques proposées par le parti social-démocrate durant les référendums. Les auteurs concluent sur un impact positif deux fois plus fort pour les politiques « de gauche » que les politiques proposées par les autres partis. Par ailleurs, l'étude précise que cet apport est surtout apporté par la population au sein des quintiles les plus bas de la distribution de revenus. A l'autre bout de la chaîne de construction des politiques publiques, les résultats des politiques publiques sont également impactés par le vote obligatoire. A ce sujet, Chong & Olivera (2008) rapportent dans leur étude que le vote obligatoire tend à rendre la distribution de ressource plus équitable dans les états appliquant l'obligation de vote avec rigueur. L'indicateur utilisé par les auteurs est celui du coefficient de Gini sur les revenus.

A ce stade, deux possibilités coexistent sur l'explication de cette relation. Soit le vote obligatoire favorise l'élections d'institutions composées d'acteurs politiques favorables à des politiques de distribution, soit le vote obligatoire pousse toutes les formations politiques à construire des politiques plus favorables à la redistribution.

Cette notion est importante car, en Belgique par exemple, on observe des changements relativement marginaux en ce qui concerne les résultats électoraux en cas d'abrogation du vote obligatoire (Delwit et al., 2010, pp133). Chong & Olivera (2008) ne répondent pas directement à cette question. Leurs analyses confirment malgré tout qu'un exécutif composé d'acteurs « de gauche » ne capture pas entièrement la variance envers l'inégalité de revenus, laissant au vote obligatoire un rôle important envers cette dernière.

Ces éléments nous permettent d'affirmer que le vote obligatoire pourrait bien apporter une meilleure réactivité gouvernementale envers les populations plus défavorisées.

Une perception de réactivité, deux dimensions : la réactivité instrumentale

La section précédente tend à démontrer que le vote obligatoire renforce la réactivité gouvernementale. Puisque la perception de réactivité reste un indicateur fort d'efficacité externe, et qu'il paraît logique de la retrouver comme médiatrice de la relation, il est pertinent de vérifier dans quelle mesure cette réactivité influence à son tour la perception relative à celle-

ci. Pour vérifier cette éventuelle chaîne de relation, il est nécessaire de se pencher à nouveau sur les composantes de la perception de la réactivité gouvernementale.

Pour rappel, nous avons établi dans le préambule de travail que la définition de la perception de la réactivité gouvernementale résidait dans l'estimation de la capacité des gouvernants à *écouter, expliquer* leurs décisions, et à *s'adapter* aux besoins exprimés par la population. Donc si l'on suit les conclusions de la dernière section, on peut s'attendre à ce que les trois dimensions de la réactivité soient affectées par le vote obligatoire. Pourtant, ici, il convient de s'éloigner de la prise en compte de ces trois axes (écouter – expliquer – adapter) dans la compréhension des composantes de l'efficacité externe.

En effet, dans la littérature scientifique mobilisée dans la section précédente, il ressort qu'en réalité, la réactivité mentionnée dans ces travaux semble surtout étudiée comme les résultats des politiques publiques à travers l'équité de distribution des ressources davantage que sur le caractère inclusif de leurs processus de construction (Chong & Olivera 2008 ; M. Gilens, 2005 ; Griffin & Newman, 2005 ; Malkopoulou, 2020 ; Peters et Ensink, 2015). Au regard de la définition que nous utilisons ici, *l'adaptation* semble à priori être davantage centrale dans la relation que les deux autres composantes de la perception de la réactivité, à savoir la capacité des gouvernants à écouter et à expliquer leurs décisions.

Autres éléments importants, Esaiasson, Gilljam, et Persson (2017) démontrent que si les trois composantes de la réactivité gouvernementale ont un impact sur la perception de réactivité, une politique considérée comme favorable aux intérêts économiques d'un individu aura un plus grand impact que les deux premières composantes d'inclusion dans le processus démocratique.

Or, au vu de la définition de l'efficacité politique externe (cf. section « définition de l'efficacité politique externe), c'est particulièrement la dimension de perception de la réactivité aux *intérêts* de l'individu ou de son groupe. En somme, si l'on regarde la perception de réactivité davantage comme une perception centrée sur les résultats, elle pourra se révéler médiatrice de la relation entre inégalité et efficacité externe.

Lors de l'exploration théorique, il est apparu que de nombreux travaux appliquaient cette distinction -pas toujours sous le même nom – définie par Chamberlain (2012), entre « considération procédurale » et « considération instrumentale » (Esaiasson, Gilljam, et Persson 2017; Esaiasson and Wlezien 2017 ; Bienstman, Hense, et Gangl, 2024). Ainsi, la considération instrumentale correspond à une dimension de réponse à des intérêts personnels à travers le vote. La considération procédurale consiste davantage en l'inclusivité de l'individu

dans le processus de construction des politiques publiques. La pertinence de cette distinction me pousse à utiliser ces termes pour mieux la définir et désigner au sein de ce travail de recherche.

Une perception de la réactivité fidèle aux politiques attendues

En outre, nous savons que les publics amenés de force devant les urnes sont des publics socio-économiquement défavorisés. Par ailleurs, la littérature scientifique accorde à ces publics des attentes en matière de politiques publiques dites « de gauche » (Giger et al., 2012). A savoir, ces individus réclament un interventionnisme fort et une redistribution des richesses.

Il est également important de souligner le fait que, globalement, la perception de la réactivité et notamment son acception d'adaptation (cf. début de cette section) aux demandes est fortement dépendante des attentes de l'individu. Plus concrètement, le citoyen estimera que les politiques promues par le gouvernement reflètent les attentes de la majorité de la population, si ce sont les attentes individuelles qui sont en réalité rencontrées (Hillen et al., 2024). Hillen et al. soulignent par ailleurs que cette observation est particulièrement vraie pour les politiques de redistribution.

A ce stade, nous avons donc démontré que des recherches attribuent au vote obligatoire une meilleure prise en compte des aspirations des groupes socio-économiques inférieurs et une distribution plus équitable des ressources. Nous avons également pu montrer que la dimension économique, ici, l'égalité de distribution des revenus, jouait un rôle important dans l'augmentation de la perception de la réactivité si elle est opérationnalisée davantage en matière de résultats (ici économiques), comme c'était le cas dans les travaux mobilisés.

Les biais de perception des inégalités économiques

Nous savons maintenant que les résultats économiques des politiques publiques sont une composante importante dans l'analyse de la relation entre vote obligatoire et efficacité externe à travers l'augmentation de la réactivité gouvernementale. Puisque l'on sait que cette relation est médiée par une forme de perception de la dimension économique de la réactivité, il est intéressant de se pencher sur la façon donc la population perçoit les inégalités économiques. Un déséquilibre profond entre perception et réalité pourrait potentiellement entraver la relation étudiée.

Norris (2015) et Rosset (2022) mènent leurs travaux sur le sujet en affirmant que la littérature scientifique s'accorde pour dire que les populations tendent à remarquer et accorder de

l'importance aux évolutions des inégalités économiques. Ce postulat, s'il peut paraître évident, est important car il affirme la relation entre les résultats économiques des politiques publiques et la perception qui en est faite par la population, ainsi que sur le comportement électoral (Kelly and Enns 2010).

En revanche, il est bon de noter que la perception des inégalités peut parfois dévier de la réalité, avec des disparités importantes d'un pays à l'autre (Gimpelson and Treisman 2018). En Belgique toutefois, des données empiriques tendent à montrer que les citoyens sous-estiment légèrement le revenu moyen comme le revenu médian. (Gimpelson and Treisman 2018). Si cela ne montre pas pour autant une estimation fidèle de l'inégalité économique, cela a tendance à montrer, à minima, que les citoyens belges ne sous estiment pas leur position dans la distribution des revenus, comme on pourrait l'attendre de quelqu'un qui surestime l'inégalité économique.

En outre, Norris (2015), affirme l'existence du lien entre égalité économique et perception de la réactivité ainsi que l'efficacité externe sur base de données américaines. Bienstman, Hense, et Gangl, (2024) confirment eux, l'impact de l'inégalité de revenu *objective* sur la perception de la réactivité sur un terrain européen. Ces constats sur des terrains différents semblent encourager la théorie selon laquelle l'égalité économique d'un état est perçue de manière relativement fidèle à la réalité. A minima, cette perception est assez fidèle pour assurer que les tendances en matière d'égalité économique suivent les mêmes dynamiques que celle de la perception de la réactivité et de l'efficacité politique externe (Bienstman, Hense, et Gangl, 2024 ; Norris, 2015).

De la perception de la réactivité instrumentale à l'efficacité externe

Les sections précédentes ont pu permettre de montrer l'apport du vote obligatoire en matière d'orientation des politiques publiques et les résultats de ces dernières en faveur d'une meilleure distribution des ressources. On sait également que cette distribution occupe une place prépondérante dans la perception de réactivité instrumentale (et économique) dans le chef de la population. Il appartient maintenant d'étudier la façon dont cette réactivité et sa perception pourront se transformer en efficacité externe.

Les travaux de Norris (2015), attestent de la présence d'un renforcement de l'efficacité externe dans les états américains dont l'égalité de revenu est la plus forte. Si l'auteur ne parle pas de perception, nous savons que le lien entre les deux variables est fort. Les travaux de Bienstman, Hense, et Gangl (2024) apportent également un éclairage à nos recherches, puisqu'ils

démontrent eux aussi, l'existence de ce lien entre la perception de la réactivité gouvernementale et l'efficacité externe. En revanche, l'article affirme non seulement que la réactivité instrumentale (les résultats) influence positivement l'efficacité externe, mais qu'un effet comparable est observé pour la réactivité procédurale. Ce constat participe à nourrir la continuité des prochaines sections de ce travail.

Des indices de la relation

Pour le reste, les travaux traitant de lien direct entre perception de la réactivité et efficacité externe se font peu nombreux. Il est toutefois possible de recueillir des indices de la relation sur base des corolaires listés en préambule de ce mémoire.

Par exemple, les travaux de Solt (2010) suggèrent qu'une meilleure égalité de revenu mène à une meilleure participation électorale. Or, on sait que l'efficacité externe est un prédicteur fort de la participation (Reuchamps et al. 2015), même s'il est impossible de savoir si c'est bien l'efficacité externe qui est à l'œuvre ici.

A propos de l'influence de la perception de la réactivité sur la confiance, Goubin Silke (2020) explique que la relation entre la réactivité (économique) et la confiance envers le gouvernement est intensifiée quand les inégalités ou la pauvreté sont basses. A l'inverse, les pays plus inégalitaires voient ce lien devenir plus faible. Mais encore une fois, la relation envers l'efficacité externe n'est pas étudiée directement. Silke (2020) émet l'hypothèse que les attentes des citoyens seraient plus hautes dans les pays plus égalitaires, et donc les déceptions plus intenses lorsque le citoyen est économiquement exclu de la société. L'auteur suggère ainsi que dans les pays caractérisés par une plus grande inégalité de revenu, les catégories socio-économiques inférieures tendent à ne plus accorder autant d'importance à la réponse des politiques publiques à leurs intérêts, y compris économiques. A l'inverse donc, une société plus égalitaire verra une plus grande importance accordée à ces préoccupations. Il émet également l'hypothèse que cet effet serait surtout observé chez les classes de revenu les plus basses, sans pour autant vérifier cette possibilité.

A ce sujet, il est intéressant de reprendre les travaux antérieurs de Bjørnskov et al. (2009) (que Goubin Silke, 2020 ne semble pas reprendre) qui dessinent les contours d'une relation causale, expliquée par ce qu'ils appellent le fairness gap, c'est-à-dire la différence entre l'égalité économique espérée et les faits. On ne manquera pas ainsi de noter la convergence relative entre ces deux travaux dont les résultats tendent à pointer la variable des attentes en matière de revenu comme variable de confusion de la relation entre perception de réactivité et l'efficacité externe.

Il est important de noter que selon Bjørnskov et al. (2009), l'attente seule n'a pas d'impact négatif, mais bien la différence entre les espérances et les faits ainsi que la perception que la population en a. De même et toujours selon Bjørnskov et al. (2009), l'évolution la confiance (corrélée avec l'efficacité externe) suit davantage la perception et les faits concernant l'inégalité économique que les attentes idéologiques des individus à ce sujet. Par ailleurs, Bienstman, Hense, et Gangl (2024) concluent que cette évolution est similaire parmi la population, peu importe son orientation idéologique.

Rosset (2023) et ses travaux étudient également la façon dont les inégalités influencent la participation. Ainsi, les individus, riches comme pauvres semblent évaluer de la même manière la réactivité du gouvernement à leurs attentes mais seules les classes économiques inférieures sont touchées par une baisse de la participation électorale. Dans la continuité de l'hypothèse de Norris (2015), seules les catégories socio-économiques « moyennes » ou « basses » seraient négativement affectées par la baisse de la perception de la réactivité.

Toutefois, il reste à explorer le sens de la relation. Norris (2015) l'explique dans ses travaux, il n'y a pas, à ce stade, de sens causal de la relation clairement définie et vérifiée. Ainsi, comme le détaille l'auteur, il se pourrait tant que les personnes dans une société où les inégalités sont hautes estiment que le gouvernement favorise les riches, ou encore que l'effet sur la perception soit généralisé sur l'ensemble de la population mais que l'effet sur la participation (via l'efficacité externe) ne se fasse que chez une certaine partie de la population.

Encore une fois, sans pour autant que cette notion soit directement abordée, des indices peuvent guider notre réflexion à ce sujet. Comme cela a été expliqué plus haut, la perception de réactivité correspond souvent à la manière dont le gouvernement rencontre les attentes des citoyens en matière de redistribution (Hillen et al., 2024). On peut en faire l'hypothèse que le vote obligatoire renforce la perception de réactivité chez les personnes en demande de redistribution, à savoir en majorité des personnes disposant de bas de revenu, mais pas uniquement. L'efficacité externe serait alors proportionnellement affectée.

Comment le vote obligatoire influence les politiques publiques

Cette première chaîne de relation a pu confirmer que le vote obligatoire pourrait bien influencer positivement la réactivité des gouvernements envers les populations. Cette chaîne a été présentée en un bloc unique pour débiter ce mémoire, car elle est la plus souvent discutée dans la littérature scientifique quand on parle de vote obligatoire et de réactivité gouvernementale. Par ailleurs, il était important de préserver la cohérence et la fluidité de cette section.

Toutefois, pour mieux comprendre et approfondir le phénomène de la réactivité instrumentale et à terme, l'élargir, il est intéressant de revenir sur la façon dont un plus grand électorat influence les politiques publiques. Si comprendre le phénomène permettra éventuellement d'appliquer ce phénomène à d'autres domaines que l'économie, seule cette dernière occupera mes recherches ici.

Comme vu précédemment, c'est l'aspect économique qui caractérise principalement l'électorat habituellement abstentionniste. Or, la préférence pour des politiques de distribution sont directement impactées par la situation économique d'un individu (Giger et al., 2012), là où les quelques caractéristiques autres ne nous permettront pas de lien aussi clair avec une attente particulière qui mènerait à une hausse de la perception de réactivité (Hillen et al., 2024).

Ainsi, je le disais plutôt : « A ce stade, deux possibilités coexistent sur l'explication de cette relation. Soit le vote obligatoire favorise l'élections d'institutions composées d'acteurs politiques favorables à des politiques de distribution, soit le vote obligatoire pousse toutes les formations politiques à construire des politiques plus favorables à la redistribution. »

Pour mieux comprendre la façon dont une participation électorale obligatoire au sein de toute la population influence l'orientation des politiques publiques, il me semble nécessaire d'approfondir cette question. La première section traitant de la réactivité instrumentale économique a pu permettre d'introduire le sujet et prouver l'existence d'une telle relation dans un domaine spécifique.

A ce stade, quatre explications coexistent au sein de la littérature sur la manière dont le vote obligatoire et la hausse de participation chez un public caractérisé peut influencer l'orientation des politiques publiques dans une démocratie parlementaire :

L'impact sur les résultats électoraux

Une théorie expliquant le mécanisme étudié dans ce chapitre vient rapidement lors de l'exploration théorique, celle de l'impact sur les résultats électoraux. Elle consisterait à observer des scrutins favorisant le vote envers des partis favorables à des politiques de redistribution.

Toutefois, les études menées à différents niveaux n'accordent que peu ou pas de tels effets au vote obligatoire. En l'occurrence, de manière plus globale, l'ouvrage de Birch (2009) ne démontre aucun impact du vote obligatoire sur la prédominance « de gauche » des exécutifs avec un coefficient de corrélation insignifiant.

Pour s'assurer de ces éléments, il existe des études se penchant sur le cas précis de la Belgique. En la matière, les évolutions d'attributions de sièges et de part de suffrage sont analysées telles qu'elles seraient si l'on abolissait le vote obligatoire en Belgique. Des changements semblent effectivement détectés en défaveur des partis de gauche, mais de manière peu significative et n'ayant qu'un impact marginal sur la distribution des sièges au sein des différentes assemblées parlementaires. Il semble ainsi qu'un impact du vote obligatoire sur l'orientation des politiques publiques via une modification des résultats électoraux soit peu probable.

L'influence sur l'orientation politique des partis existants

Une des explications reprises dans la littérature scientifique est la possibilité selon laquelle le vote obligatoire influencerait l'orientation des politiques publiques au sein des partis politiques. Tous partis confondus seraient influencés par la participation d'un électorat plus défavorisé, qu'on sait demandeur de politiques de redistribution (Giger et al., 2012 ; Hillen et al., 2024). Il est utile de le préciser, un tel changement dans l'orientation des politiques publiques se ferait, dans cette hypothèse, par l'agissement volontaire des partis, face à ce qui pourrait être une crainte de sanction électorale de la part d'une importante manne électorale. L'hypothèse ne stipule donc pas que l'augmentation de la participation électorale influencerait les résultats électoraux et donc la composition des exécutifs.

D'abord, il existe quelques d'indices qui permettent d'affirmer que ce phénomène, pourrait être à l'œuvre. D'abord, les travaux de Chong & Olivera (2008) apportent, dans une certaine mesure, un élément de réponse. Les auteurs étudient l'influence du vote obligatoire sur la propension des autorités politiques à favoriser des politiques de redistribution. Dans leurs

analyses logistiques, les auteurs prennent en compte la variable d'un exécutif « de gauche » comme variable contrôle pour tenter d'expliquer la relation. L'inclusion de cette variable capture peu de la variance de la relation entre le vote obligatoire et les politiques de redistribution. On peut donc en déduire que même des exécutifs qui ne seraient pas classés « à gauche » pourraient être poussés à construire des politiques de redistribution.

Ensuite, Peters & Ensink (2015) indiquent dans leurs travaux que la différence de participation électorale entre catégories de niveaux de revenus représenterait effectivement la cause de la réactivité différentielle, sans que ce travail ne soit centré sur cette question. Dans la continuité de ces constats, Schakel, (2021) explique que la participation explique une bonne partie (mais pas la totalité) de la relation entre vote obligatoire et politiques redistributives. Il ne mentionne cependant pas quels partis étaient influencés, ne permettant ainsi pas d'affirmer avec certitude que l'ensemble des partis seraient impactés.

Malgré tout, une série de travaux vont dans le sens inverse et infirment cette hypothèse. D'abord, d'un point de vue théorique, plusieurs éléments contredisent un tel éventuel phénomène :

Dans un premier temps, se pose la question de la congruence du vote. En effet, si l'on suit la logique d'une participation plus grande faisant pression sur les partis politiques pour orienter les politiques publiques dans le sens de la redistribution, cela signifierait que, pour certains partis au moins, les électeurs seraient en décalage – davantage à gauche – par rapport aux propositions du parti pour lequel ils ont voté. Pourtant, en Belgique, il a été démontré que les électeurs, même réticents, conservaient une congruence relativement bonne (Delwit et al., 2010). Par ailleurs, la faible marge d'erreur de congruence que rapportent les électeurs réticents, quand elle existe, tend à ramener le vote de ces populations normalement abstentionnistes vers le centre (Delwit et al., 2010). Cela signifie que les électeurs réticents, tant socialistes que libéraux se positionnent chacun davantage au centre, et non pas uniformément à gauche des électeurs volontaires, comme on pourrait l'attendre si la théorie étudiée ici était valide. Il est quand même nécessaire de prendre ces éléments avec précaution car depuis la parution de l'ouvrage de Delwit et al. (2010), le paysage politique belge a pu significativement évoluer avec l'apparition et le renforcement de certains acteurs politiques. Par ailleurs, cette question de la congruence est à nuancer avec le fait que les populations précarisées appellent souvent à plus de redistribution, sans pour autant réussir à se positionner davantage à gauche de l'axe gauche-droite.

Si cette première contradiction interroge la validité de la direction d'une réorientation des priorités de tous les partis, il est tout autant judicieux de se pencher sur le mécanisme même d'un tel phénomène éventuel. A ce sujet, les travaux de Soontjens & Persson (2024) nous apprennent qu'un mécanisme de sous-représentation des populations à bas revenu serait une question de manque d'incitations (incentives) perçue par les représentants à réagir à ces groupes. Plus précisément, les mandataires craignent moins la probabilité d'une sanction électorale au sein de cet électorat. Dans cette perspective, augmenter la participation n'augmenterait pas nécessairement la réactivité envers les populations des catégories de revenu inférieures. A ce sujet, l'élection de représentants appartenant à des classes économiques inférieures tendent à voir diminuer cet effet chez ces représentants (Soontjens & Persson, 2024).

Puis, d'un point de vue empirique, quelques travaux ont étudié cette théorie, avec peu de succès en ce qui concerne sa confirmation. Une étude sur des données autrichiennes infirment ce mécanisme et ne constatent aucun changement de dépense gouvernementale après l'instauration du vote obligatoire (Hoffman et al., 2017), et donc aucun changement envers des politiques redistributives à travers des mesures providentielles. Malgré tout, cette étude n'est pas exempte de critiques puisque le changement de participation était autour des 10%, or on peut douter qu'une telle différence puisse mettre en œuvre le mécanisme décrit dans cette section. Par ailleurs, l'étude s'est faite sur une courte période, alors que ce phénomène pourrait prendre du temps à faire sentir ses effets sur les politiques publiques.

Une autre étude, cette fois sur la façon dont les sénateurs américains changent l'orientation des politiques publiques votées montrent un manque d'impact d'une hausse de la participation électorale (Flavin, 2012). Toutefois, ici encore, des critiques existent à l'encontre de ces conclusions. En effet, l'étude se penche sur le cas des sénateurs américains, dans un système relativement éloigné de nos démocraties parlementaires européennes. Or le système américain, est davantage susceptible de connaître des impacts sur les politiques tels que les règles de financement électoral (Peters & Ensink, 2015) des partis ou encore le lobbyisme qui est un facteur important de l'influence de l'orientation des politiques publiques (Traber et al., 2022).

Un dernier travail de recherche étudie ce phénomène précis, et nous montre que les partis ne semblent pas réagir aux changements de demandes et d'attentes de l'électorat moyen, sur base de données européennes récentes. (Ibenskas & Polk, 2022).

Si la littérature scientifique reste divisée sur la possibilité envisagée dans cette section, peu de travaux indiquent clairement qu'un phénomène tel serait à l'œuvre dans nos démocraties européennes.

En revanche, il existe une théorie alternative qui répond davantage aux contradictions théoriques relevées plus tôt et appuyée par quelques travaux théoriques. Il s'agit de la théorie consistant à expliquer le fait que les orientations des politiques publiques se produisent du fait d'une incongruence au sein des partisans et électeurs des partis de gauche.

Un effet limité aux partis « de gauche »

Il existe une théorie alternative qui passe outre les contradictions relevées plus haut : celle d'un impact limité aux partis de gauche.

D'un point de vue empirique, un premier élément dans le sens de cette théorie est le fait que, de manière générale, les partis « mainstream » ne semblent pas réagir et s'adapter à l'ensemble de l'électorat, comme cela était expliqué dans la section précédente et comme démontré dans les travaux de Ibenskas & Polk (2022). En revanche, les mêmes auteurs soulignent que la ligne directrice des partis a bel et bien tendance à changer en fonction des divergences entre le parti et sa base partisane. Or, on le sait maintenant, le public mobilisé de force aux urnes est majoritairement sensible aux idées de gauche en ce qui concerne les politiques économiques (Giger et al., 2012). Par ailleurs, d'autres travaux traitent plus spécifiquement de ce sujet et arrivent à la même conclusion. Pour que les partis de gauche réagissent aux inégalités économiques en adaptant leur ligne politique, la forte participation institutionnelle de la population plus défavorisée est une condition (Pontusson & Rueda, 2010; Traber et al., 2022).

Si l'on revient à nos contradictions théoriques, la première consistait à dire que si le vote obligatoire diminue sensiblement la proximité des électeurs réticents avec le parti de leur choix (Dassonneville et al., 2019), c'est surtout au centre que se déplace cet électorat (Delwit et al., 2010). Il paraît donc difficile d'argumenter que le vote obligatoire amène des partisans davantage situés à gauche que la base partisane volontaire des partis de gauche.

A ce sujet, il est intéressant de reprendre les travaux de (Costello et al., 2021) sur l'importance des thématiques centrales des partis sur le choix de vote. Les auteurs décrivent dans ce travail, la façon dont les enjeux principaux et mis en avant par les partis sont les éléments qui influenceront le plus la manière dont un électeur votera. Ainsi, c'est cette thématique qui sera

la plus congruente avec les attentes de l'électorat, à l'inverse des thématiques moins mises en avant. Or, on peut raisonnablement que les politiques de redistribution sont une thématique phare des partis se classant économiquement à gauche. C'est en tout cas un thème prédominant pour la population forcée devant les urnes (Giger et al., 2012) pour lesquels, on le rappelle, la question de la redistribution joue un rôle central dans l'évaluation de la réactivité gouvernementale (Hillen et al., 2024).

Bien que l'objectif de ce mémoire ne soit pas de tester de nouvelles théories, on peut émettre l'hypothèse que pour ces partis de gauche, la pression est encore plus forte car dans ce cas de figure, un parti s'emparant de la question de la redistribution pourra également s'emparer de cet électorat. Pour aller encore plus loin, il serait intéressant d'étudier la congruence des électeurs du plus récent PTB avec l'ensemble des thématiques du parti. Delwit et al. (2010) ne captureraient alors pas encore les données de ce parti puisque l'étude était antérieure à leur ascension électorale. Mais ce mécanisme pourrait expliquer ces deux constats, d'un électorat plus en sécurité au centre mais plus à gauche sur des enjeux de redistribution. La congruence des électeurs PTB envers les lignes du parti moins mises en avant pourraient alors se révéler davantage incongruentes du fait de la mobilisation d'un électorat forcé volatile en recherche de redistribution.

En ce qui concerne la seconde contradiction qui consistait à dire que la classe politique manquait d'incitations à s'adapter aux besoins des catégories de populations à bas revenu, les éléments soulevés plus hauts permettent de remettre en question ce phénomène à deux égards. D'abord, les travaux de Soontjens & Persson (2024) étudient l'ensemble des partis et l'ensemble de l'électorat, sans se concentrer sur l'impact d'une base partisane particulière envers son parti de prédilection.

Ensuite et de manière moins péremptoire, l'article suggère que les personnalités politiques avec un passé appartenant aux classes plus modestes sont plus prompts à réagir aux demandes de ces mêmes populations (Soontjens & Persson, 2024). On peut faire l'hypothèse que les personnalités politiques des partis de gauche pourraient émaner de populations. On peut également faire l'hypothèse qu'un électeur forcé pourrait exercer un vote stratégique et privilégier des candidats appartenant aux catégories socio-économiques inférieures, pour s'assurer une meilleure réactivité gouvernementale et, *in fine* une meilleure efficacité externe. Mais ce mécanisme reste à l'état de réflexion à ce stade.

L'augmentation du contact direct avec les mandataires

Une autre théorie est abordée dans la littérature scientifique, et elle consiste à expliquer le changement d'orientation des politiques publiques des partis par l'augmentation des contacts directs entre citoyens et représentants politiques. A ce sujet, Soontjens & Persson (2024) émettent l'hypothèse qu'il s'agit du principal mécanisme d'augmentation de la réactivité gouvernementale.

Les travaux de Traber et al. (2022) soulignent l'importance de la socialisation des élites comme mécanisme d'influence des plus riches sur l'orientation des politiques publiques. Dasonneville et al. (2021), soulignent eux aussi un contact plus important de l'électorat envers les mandataires comme renforcement de la réactivité envers ces publics.

Toutefois, aucun travail mobilisé dans cette exploration n'évoquait la tendance de la population mobilisée de force devant les urnes à contacter davantage leurs mandataires. Au contraire, d'autres recherches menées sur un ensemble de pays au système de vote obligatoire (Birch, 2009) et plus spécifiquement sur des données autrichiennes (Gaebler et al., 2020) ne montrent qu'aucune autre augmentation de la participation et la mobilisation politique autre que le vote n'est observé dans ces pays.

Conclusion de la première partie

Cette première partie a permis de distinguer deux angles d'analyse différents dans l'approche de l'influence du vote obligatoire sur l'efficacité externe : l'approche procédurale basée sur la participation et l'inclusion au processus, et l'approche instrumentale, sur la modification des politiques publiques au profit d'intérêt d'un groupe particulier. Cette dernière approche est l'objet de cette première partie.

Le groupe affecté par le vote obligatoire a pu être identifié en mettant en avant les caractéristiques des populations typiquement abstentionnistes, et donc mobilisées de force devant les urnes. Le trait caractéristique principal de cette population étant leur faible revenu, et l'importance du domaine économique étant centrale dans la perception de la réactivité, l'axe économique a été approfondi dans cette section. C'est d'ailleurs cette dimension économique, à travers les politiques de redistribution, qui est davantage directement étudiée dans la littérature scientifique en ce qui concerne le vote obligatoire.

Dans un premier temps, l'approche instrumentale approfondie dans sa dimension économique a permis de mettre en avant la façon dont les résultats des politiques publiques reflètent davantage une partie plus aisée de la population. Ce phénomène s'appelle la réactivité différentielle. Il a ensuite été démontré que le vote obligatoire pouvait annuler – dans une certaine mesure - cette réactivité différentielle, à travers une influence positive envers des politiques redistributives. Il a été mis en avant la façon dont l'inversion du pouvoir d'influence était perçue et jugée comme tel par la population, et était donc susceptible d'influencer l'efficacité externe. Toutefois, si des pistes ont été explorées, il a été impossible de déterminer précisément, à partir de la littérature existante comment et si cette réorientation se traduisait en efficacité externe différemment au sein des différentes catégories socio-économiques.

Cette première chaîne de relation mise en avant – le vote obligatoire, l'orientation des politiques publiques en faveur de davantage de redistribution, et l'efficacité externe -, j'ai pu procéder à un approfondissement des différents mécanismes derrière l'influence du vote obligatoire sur l'orientation des politiques publiques.

Quatre possibilités ont été explorées : l'augmentation des contacts directs de la population envers ses représentants, une modification des résultats électoraux, une influence sur la ligne directrice de tous les partis et une influence sur la ligne directrice des partis de gauche.

Le dernier mécanisme semble le plus probable bien qu'à chaque fois, la communauté semblait plus ou moins divisée sur le sujet. Quelques pistes d'analyses empiriques ont pu être formulées pour approfondir le sujet, tout en tenant compte des spécificités du système politique belge.

2^{ème} partie, l'approche procédurale

L'influence sur l'efficacité externe par l'inclusion démocratique

Comme nous l'avons vu plus tôt, nos recherches s'axent autour de deux approches distinctes : l'approche instrumentale et l'approche procédurale. Si l'on reprend la définition de Esaiasson, Kölln, et Turper (2015), l'approche procédurale consiste à étudier l'efficacité externe dans son acception de participation aux processus démocratique. On l'a vu, la perception de la réactivité est influencée par trois facteurs, l'adaptation, l'explication et l'écoute. Si l'approche instrumentale attire à l'adaptation, les deux derniers éléments nous intéressent dans cette partie : l'explication et l'écoute. Nous le verrons au cours de cette partie, nous élargirons le champ d'exploration pour inclure tous les mécanismes d'inclusion au processus démocratique que pourrait amener le vote obligatoire.

La théorie de l'équité procédurale

En ce qui concerne d'éventuelles recherches au sein de systèmes de vote obligatoire, les travaux traitant de l'impact direct de la participation sont peu nombreux, bien que des indices existent. En outre, on sait que l'efficacité externe est un prédicteur important de la volonté d'un individu à se rendre aux urnes Reuchamps et al. (2015). Dans cette perspective, on pourrait s'attendre à ce que le vote obligatoire renforce la volonté des électeurs d'aller voter, sans restriction. Différents travaux existent en la matière et étudient le comportement des électeurs une fois le vote obligatoire aboli dans certaines régions spécifiques. En outre, toutes ces études semblent pointer vers une absence totale de création d'habitude chez les électeurs forcés, puisque les taux d'abstention constatés post abrogation reviennent aux taux constatés avant son instauration (Dunaiski, 2021; Gaebler et al., 2020 ; Jessen et al. ,2021 ; van der Meer & Steenvoorden, 2018)). Mais ces éléments restent insuffisants que pour apporter une réponse claire à la question de la participation comme vecteur d'efficacité externe.

Il est alors pertinent de se pencher dont les données ont été récoltées des systèmes de vote libre et de l'impact de la participation au sein de ceux-ci pour trouver une réponse à notre question. Dans ces travaux, une des voies selon lesquelles le vote obligatoire pourrait influencer l'efficacité externe est la simple participation au processus électoral. Ainsi, le simple fait de voter permettrait d'augmenter l'efficacité externe. Ce processus est appelé théorie de l'équité procédurale (Hooghe & Stiers, 2016).

Il existe une série de travaux ayant pour objectif d'étudier la véracité de la théorie de l'équité procédurale. Dans ces études, les conclusions sont nuancées et ne font pas l'objet de consensus. Des travaux de Finkel (1985 ; 1987) tendent à démontrer que la participation électorale exerce une influence sur l'efficacité externe. Il conclut dans ses travaux sur des données américaines que la participation permet effectivement une augmentation de l'efficacité externe de (Finkel 1985), à travers la participation mais aussi la participation à des activités de campagne électorale. Dans des travaux sur des données d'Europe de l'Est, il conclut autrement que la participation permet d'augmenter la confiance envers le régime et ses institutions (Finkel 1987), ce qui correspond moins à nos attentes en matière d'efficacité externe.

Une autre étude de Clarke & Acock (1989) sur des données américaines rapporte, au contraire l'existence d'un tel lien direct entre participation ne semble pas exister. Les auteurs suggèrent en revanche que le fait de se trouver du côté des vainqueurs influencera davantage cette augmentation que la participation. Cette théorie est vastement étudiée dans la littérature et s'appelle le « winner boost effect ».

Une autre étude plus récente cette fois, et sur base de données belges permet de compléter les informations récoltées jusqu'à présent, contredit fortement les travaux de Clarke & Acock (1989). Ainsi, la participation électorale procurerait bien un « boost » de confiance envers le gouvernement – un corolaire important de l'efficacité externe -, surtout chez les électeurs plus réticents (Hooghe & Stiers, 2016), sans que le fait de se trouver des côtés des « vainqueurs » n'ait la moindre influence sur ce phénomène. Les auteurs ajoutent que le phénomène n'existe qu'à « court terme ». On peut alors supposer que cet effet limité dans le temps puisse en partie expliquer l'absence d'habitude créée par le vote obligatoire. Le système politique proportionnel jouerait un rôle important dans ce phénomène.

Les auteurs tentent d'expliquer leurs contradictions avec les constats de Clarke & Acock (1989) en ce qui concerne le winner boost effect, qui n'est nullement observé en Belgique. Ils avancent ainsi que le régime politique et la forme que prend la démocratie exercera une influence sur l'application ou non de ce phénomène. Avant de vérifier cette théorie, il est important de se pencher sur le winner boost effect dans la littérature scientifique.

Le « winner boost effect »

Le winner boost effect, comme expliqué précédemment, est un phénomène vastement étudié (Hooghe & Stiers, 2016) qui consiste à voir une augmentation de la confiance envers le gouvernement et de l'efficacité externe chez les électeurs ayant voté pour les acteurs sortis vainqueurs du scrutin, et inversement pour les perdants (Clarke & Acock, 1989; Hackett & Omoto, 2009; Singh, 2023 ; van der Meer & Steenvoorden, 2018).

Lorsque le winner boost effect est vérifié, les perdants de l'élection subissent donc une baisse d'efficacité externe, alors que les vainqueurs en gagnent., créant ainsi ce que les scientifiques appellent le winner/loser gap (Clarke & Acock, 1989; Hackett & Omoto, 2009; Singh, 2023 ; van der Meer & Steenvoorden, 2018).

Cette théorie est particulièrement importante aux yeux de cette recherche. En effet, selon toute logique l'augmentation du nombre d'électeurs augmentera *de facto* le nombre d'électeurs vainqueurs et perdants à l'issue du scrutin. Le vote obligatoire pourrait donc avoir pour effet d'exposer de force au winner boost effect les électeurs initialement réticents, qui, autrement, n'auraient pas subi d'évolution significative, voire une évolution positive. C'est d'ailleurs la théorie de Birch (2009) qui constate une baisse générale de l'efficacité externe dans les pays ayant instauré le vote obligatoire à cause de cette exposition forcée aux winner boost effect.

Pour mieux comprendre cette hypothèse, il faut analyser ce qu'il advient des abstentionnistes. Dans ce cas de figure, ils profiteraient d'une légère augmentation de leur efficacité externe (Hackett & Omoto, 2009) s'ils ne se rendent pas aux urnes. Les auteurs expliquent ainsi que l'absence d'une attitude d'opposition au candidat vainqueur, au-delà d'une réelle préférence suffirait à expliquer le maintien voire la légère augmentation de l'efficacité externe. En sommes, s'abstenir sera probablement bénéfique pour l'efficacité externe, plutôt que de prendre le risque de se trouver du côté des perdants ou des vainqueurs. Les contours de cette relation permettraient ainsi d'expliquer le fait que l'augmentation de la participation électorale pourrait baisser l'efficacité externe moyenne de la population, comme le suggère Birch (2009). Ce mécanisme est toutefois à nuancer à l'aide des conclusions de Singh (2023) qui démontre que le vote obligatoire tend à diminuer l'intensité du winner boost effect, sans pour autant l'annuler.

L'influence du système politique

Il reste alors à expliquer ce qui explique la différence entre les conclusions de Hooghe & Stiers, (2016), et leurs homologues concluant sur l'existence d'un winner boost effect (Hackett & Omoto, 2009; Singh, 2023). A cet égard, Hackett et Omoto (2009) expliquent que l'importance

et la lisibilité de l'élection est importante dans la compréhension du mécanisme du boost de confiance/efficacité externe envers les électeurs vainqueurs. Dans leurs travaux, les élections du congrès ne voient pas l'application aussi intense du mécanisme. Ils attribuent ce manque d'intensité à l'importance moindre de l'élection et aux enjeux moins clairs. Cette explication semble être une clé de compréhension importante dans la différenciation des résultats obtenus dans différents pays.

Les travaux de Hackett & Omoto (2009) comme ceux de Singh (2023) mènent leurs analyses sur des terrains particulièrement propice à la lisibilité des enjeux et la clarté de l'élection en ce qui concerne les vainqueurs et les perdants. A savoir, les premiers aux Etats-Unis, lors du scrutin présidentiel, un système majoritaire et bipartisan, et le dernier en Argentine, un autre système présidentiel historiquement bipartisan. Les conclusions de Clarke & Acock (1989) se basaient également sur des données américaines.

Dans cette perspective, le cas d'un système électoral proportionnel et multi partisan, verrait fort probablement une baisse significative de l'intensité du winner boost effect. Ainsi, il deviendrait plus difficile pour l'électeur de distinguer les perdants des vainqueurs, car l'exécutif se forme sur base de coalitions et de négociations post-gouvernementales. Cette théorie est quelque peu nuancée, alors que des travaux basés sur un panel de 13 pays différents montrent que l'électeur reste malgré tout sensible aux performances du parti de son choix, même dans un hémicycle législatif (Blais et al., 2017). L'électeur verra ainsi sa satisfaction – précisons-le, une variable peu fidèle à celle de l'efficacité externe - avec la démocratie évoluer positivement si le parti pour lequel il a voté a gagné de nombreux sièges dans l'assemblée législative, et ce, surtout si l'électeur est proche de son parti.

Malgré tout, l'étude de Hooghe & Stiers (2016) met en avant une quasi-absence du phénomène en Belgique, ce qui concerne la confiance envers le gouvernement. Cela pourrait s'expliquer par le fait que cette étude n'est réalisée que sur des données d'un état au système de représentation proportionnelle, là où celle Blais et al. (2017) se base sur des élections législatives de plusieurs pays au système présidentiel, dont par exemple la France, dont l'Assemblée est certes, proportionnelle, mais dont le système semi-présidentiel confère aux élections législatives une tendance de confirmation du parti dont est issu le Président.

D'autant que, comme le soulignent Hooghe & Stiers (2016), la Belgique est un système politique particulièrement consociativiste, permettant aux acteurs de ne jamais complètement se classer dans le camp des perdants ou des vainqueurs. Par ailleurs et sans que ce ne soit

abordé dans l'article, la structure particulièrement complexe de la Belgique fédérale pourrait encore jouer contre la lisibilité de ses résultats électoraux. Par ailleurs, van der Meer & Steenvoorden (2018) soutiennent également cette tendance, lorsque le système est hautement proportionnel les vainqueurs gagnent davantage de confiance envers le gouvernement, mais toute la population en profite à une certaine échelle

L'influence de l'attachement partisan

Comme rapporté plus tôt, l'identification de l'électeur à un parti intensifie la relation entre winner boost effect et satisfaction avec la démocratie (Blais et al., 2017 ; Singh 2014). Il est donc pertinent de questionner la mesure dans laquelle le vote obligatoire influencerait agirait en parallèle de l'identification partisane.

Les recherches de Carreras (2016) démontrent un phénomène selon lequel les électeurs peu éduqués au sein d'un système de vote obligatoire tendent à s'identifier davantage à un parti dans un système de vote obligatoire que dans un système de vote libre. A ce sujet, tant la probabilité de l'identification à un parti que la force de ce lien sera accentué chez les populations moins éduquées en particulier, dans un système de vote obligatoire (Singh & Thornton, 2013).

Ces constats suivent la logique des caractéristiques observées chez les populations mobilisées de force devant les urnes, puisque les électeurs les moins éduqués sont également les plus réticents, comme c'est le cas en Belgique (Delwit et al., 2010, pp131).

Pourtant, les recherches de Singh (2023) sur l'influence du vote obligatoire sur le winner boost effect tendent à montrer que les électeurs réticents semblent moins affectés par celui-ci. On peut faire l'hypothèse que le vote obligatoire pourrait en revanche politiser des individus, et leur conférer un attachement partisan, sans qu'ils ne soient capturés dans la catégorie d'électeurs réticents. Ce mécanisme reste toutefois, une théorie invérifiée à ce stade.

A ce sujet, le phénomène étudié rappelle, sans que le lien ne soit à ce stade avéré, les travaux de Delwit et al. (2010) dont les travaux démontrent que l'électeur réticent tend à adopter un comportement électoral centriste, dans une stratégie de prudence. Or, ces mêmes électeurs semblent faire l'objet d'une réaction moins intense face à la victoire ou la défaite du parti ou candidat pour lequel ils ont voté.

L'interaction avec le vote obligatoire

En sommes, le vote obligatoire influence l'efficacité externe de la population au cours de deux phénomènes distincts selon le contexte structurel dans lequel se déroule l'élection :

Dans le premier scénario, le système politique met en avant des enjeux clairs, et des vainqueurs clairs du suffrage, la relation sera sans doute supplantée par le winner boost effect (Hooghe & Stiers, 2016; van der Meer & Steenvoorden, 2018). Ainsi, dans les systèmes majoritaires, dans lequel le vainqueur est clairement affiché, ainsi que dans les systèmes bipartisans (ou avec peu de partis politiques), dans lesquels la confrontation est claire, le vote pour un parti vainqueur exercera une influence importante sur l'attitude de l'électeur post-scrutin. Cet effet n'est pas limité à ces systèmes puisque la seule victoire d'un parti au cours d'une élection législative suffit à influencer dans une moindre mesure les électeurs selon la victoire relative du parti en termes de nombre de sièges remportés (Blais et al., 2017). Dans ce cas de figure, le vote obligatoire influencera l'efficacité externe des électeurs réticents (sans affecter les électeurs volontaires) en les exposant au winner boost effect. Même si cet effet sera moindre que chez les électeurs volontaires (Singh 2023), il sera plus négatif que si ces électeurs réticents s'abstenaient (Hackett & Omoto, 2009).

Il est à noter que l'électorat mobilisé de force est plus susceptible de connaître un attachement partisan que son pendant volontaire (Singh & Thornton, 2013). Cet électorat devrait donc être théoriquement plus impacté par le winner boost effect (Blais et al., 2017 ; Singh 2014) mais cela ne semble pas être observé sur le terrain (Singh, 2023).

Dans le deuxième scénario, le niveau de complexité ou de manque de clarté quant à un perdant ou vainqueur de l'élection – comme c'est le cas dans un régime consociativiste – empêchera l'électeur de se sentir lésé par rapport aux résultats de l'élection. Ainsi, la littérature accorde à ce genre de cas une plus grande propension à un gain collectif d'efficacité externe ou de confiance (Hooghe & Stiers, 2016; van der Meer & Steenvoorden, 2018). Dans ce cas, on verra s'appliquer la théorie de l'équité procédurale telle que définie dans la première section de cette partie. Cette situation voit donc une augmentation globale de la confiance politique par la seule participation d'un plus grand nombre de personne au processus démocratique.

L'augmentation de la connaissance politique

Il existe une partie de la littérature, faisant partie des théories procédurales et traitant d'un impact du vote obligatoire sur l'augmentation de la connaissance politique. (Birch, 2009 ; Carreras, 2016). Cette théorie suggère que le vote obligatoire encouragerait une recherche d'information de l'électeur, ou à minima un intérêt porté sur le domaine politique, au moins de manière temporaire. Cette recherche d'informations en amont du vote pourrait améliorer la proximité des électeurs avec la politique institutionnelle et renforcer la confiance du citoyen en la capacité de cette dernière à réagir à ses attentes. Pour revenir à la distinction qui guide la réflexion de ce mémoire -à savoir, la réactivité gouvernementale est la capacité du gouvernement à écouter, expliquer et s'adapter -, cette dimension de l'approche procédurale attire davantage à l'explication des politiques publiques. L'hypothèse faite ici est que la recherche d'informations pourrait amener à une exposition plus importante des programmes, propositions et bilans des acteurs politiques, et ainsi à l'explication qui est faite de la part de ces acteurs.

A priori, le phénomène toucherait donc en priorité la population réticente, car selon la logique de ce mécanisme, les électeurs réticents ne devraient pas voir de changement par rapport à un système de vote libre. Il est bon de rappeler que ces populations typiquement abstentionnistes sont caractérisées par une catégorie socio-économique plus faible et un capital scolaire inférieur à la moyenne également (Birch & Lodge, 2015; Boyle, 2022; Hill, 2006; Irwin, 1974; Lijphart, 1997; Quintelier et al., 2011). Ainsi, une augmentation de la connaissance politique pourrait avoir un effet de rééquilibrage au sein de la population de manière générale, mais nous verrons dans cette section si un tel mécanisme est à l'œuvre.

Il s'agit ici d'un pan entier de la littérature sur le sujet et il est donc difficile de ne pas traiter des travaux étudiant cette relation dans cet état de l'art. Toutefois, nous allons le voir, chaque étape qui compose la relation éventuelle entre le vote obligatoire et efficacité externe via ce mécanisme souffre d'un manque de consensus. Un tel manque de consensus amène à envisager de futures explorations empiriques inductives probablement hors de portée d'un mémoire universitaire.

Du vote obligatoire à l'exposition aux sources d'informations

A priori, l'augmentation de la connaissance politique éventuellement permis par le vote obligatoire est possible à travers deux mécanismes distincts, qui peuvent coexister et cumuler leurs effets éventuels : Soit l'électeur cherche à collecter des informations propres au champ

politique en amont du scrutin afin de rendre un vote efficace, soit le fait même de participer au processus électoral expose l'électeur à des informations similaires (Sheppard, 2015). Donc soit l'électeur collecte l'information dans un mécanisme de recherche actif soit il la reçoit dans un mécanisme passif.

La recherche d'informations

Les recherches tendent à montrer que l'électeur cherche à rendre son vote efficace en s'informant sur les enjeux de l'élection en amont (Bernhard & Freeder, 2020 ; Tyson, 2016). Toutefois, dans la perspective de l'étude de l'influence du vote obligatoire, il est nécessaire de se pencher sur le comportement des électeurs réticents. C'est particulièrement important en ce sens que certains travaux mettent en question la congruence de l'électorat réticent en mettant en cause, notamment sa connaissance politique (Hooghe & Stiers, 2017).

De nombreux travaux traitent de l'augmentation de la connaissance politique de manière globale ou à travers la collecte d'information qu'encourageraient le vote obligatoire. Dans l'ouvrage récapitulatif de Sarah Birch (2009), on y lit que ni la connaissance politique ni les activités politiques secondaires ne semblent affectées par le vote obligatoire. On va le voir, les travaux à ce sujet semblent pour autant diverger quelque peu.

Des études menées directement au sein de pays ayant instauré le vote obligatoire tentent de nous éclairer sur le sujet (Carreras, 2016; Sheppard, 2015). Ainsi, le vote obligatoire appliqué de manière stricte pourrait augmenter les moyennes de connaissance politique mais le lien reste faible. En revanche, et de manière plus probable, le vote obligatoire semble bien réduire l'impact du niveau d'éducation sur la connaissance politique (Sheppard, 2015). Cela signifie qu'un certain rééquilibrage s'opère au sein de la population, et donc qu'un effet prononcé est suspecté chez la population au capital scolaire moindre. Or, cette caractéristique correspond très bien à la population habituellement réticente. On peut donc suspecter qu'une amélioration de la connaissance se produit auprès de ces groupes.

En ce qui concerne le mécanisme derrière le phénomène, d'autres recherches concluent que le vote obligatoire ne stimule pas de participation politique hors participation électorale, mais mettent en avant l'hypothèse de la discussion politique. En effet, Carreras (2016) conclut que le vote obligatoire conduit à une recherche d'information à travers des discussions politiques plus fréquentes avec les proches.

D'autres recherches ont pu conclure que le vote obligatoire tendait bien à augmenter la connaissance d'informations spécifiques aux campagnes électorales et niveaux de pouvoir

concernés, comme c'est le cas des travaux de Miles & Mullinix (2021). Leur recherche qui porte sur une obligation électorale simulée sur une population américaine, conclut sur, à minima, un maintien des connaissances post électorales aux sujets d'informations politiques liées à la scène fédérale, et une augmentation des connaissances liées à la vie politique locale. Shineman (2018) s'inscrit dans ce même constat à travers une recherche sur des données américaines, en confirmant le constat d'amélioration de la connaissance aux sujets d'informations propres à la campagne.

Toutefois, il est important de noter que l'électeur peu sophistiqué semble se baser sur des informations davantage peu pertinentes, par exemple la personnalité du candidat ou des informations plus globalement plus vagues (Bernhard & Freeder, 2020). La question se pose alors de la mesure dans laquelle les informations recherchées par les électeurs réticents seront pertinentes. Cette question se pose d'autant plus dans la mesure où une partie des travaux indiquent que l'information gagnée se limite aux informations relatives à la campagne (noms des candidats, ...) et non pas aux dossiers qui ont occupé la législature ou le mandat précédent.

D'autre part, ces éléments sont contredits à leur tour par toute une série d'articles scientifiques. D'abord, par les travaux de Sarah Birch (2009), qui, comme mentionnés au début de cette section, ne concluent pas sur un impact significatif du vote obligatoire sur la connaissance politique, ni sur la discussion politique. Une étude sur une population canadienne appuie ce constat (Hicks et al., 2008) et reprend par ailleurs les recherches de Engelen & Hooghe (2007) qui infirment une potentielle augmentation de la connaissance politique permise par le vote obligatoire. Des travaux menés sur une population autrichienne (soumise au vote obligatoire) appuient également les constats d'un impact insignifiant sur la fréquence des discussions politiques et toute forme de participation politique secondaire (Gaebler et al., 2020). Enfin, des travaux de Singh & Roy (2018) sur des données australiennes tendent également dans le sens d'une absence de relation alors que l'auteur étudie directement l'hypothèse de la recherche d'information en amont de la participation comme mécanisme causal d'augmentation de la connaissance.

Ainsi, la relation entre vote obligatoire et augmentation de la connaissance politique semble fortement contestée. Par ailleurs, la question du type de connaissance politique permis par cette hypothétique relation représente un obstacle supplémentaire à l'utilisation de celle-ci dans le cadre de nos recherches, puisque quelques travaux pointent une augmentation (si confirmée) uniquement en matière d'informations spécifiques à la campagne. (Holbein & Rangel, 2020 ; Miles & Mullinix, 2021; Shineman, 2018)

La discussion de sujets politiques

Carreras (2016) affirme que le vote obligatoire induit une hausse des discussions politiques chez les populations moins éduquées. Dans la continuité des recherches traitant de la collecte d'information incitée par le vote obligatoire, il existe des recherches traitant d'une potentielle relation entre discussion politique et connaissance politique. (Birch, 2009 ; Carreras, 2016). Eveland (2004) affirme qu'une telle relation est à l'œuvre chez les moins éduqués. Le lien entre discussion et connaissance politique s'expliquerait ainsi par la volonté de s'informer en vue des prochaines discussions mais également par l'approfondissement de ces informations recherchées durant ces informations.

Des questions subsistent quant à un tel effet chez une populations réticente, que la littérature dit moins apte à rechercher des informations pertinentes et vérifiées en vue des élections (Bernhard & Freeder, 2020). Par ailleurs, l'apport de connaissance permis par la discussion politique est conditionnée par la présence de contradicteur ou d'individus jouant le rôle de source d'informations fiables (McClurg, 2006). Il serait donc nécessaire que les individus réticents en manque d'informations comptent parmi leurs cercles de conversation, de tels individus).

Ainsi, si le lien entre discussion politique et connaissance politique et même participation secondaire semble traitée extensivement dans la littérature (EVELAND, 2004; Ikeda & Boase, 2011; McClurg, 2006; Quintelier et al., 2012), la faiblesse théorique en ce qui concerne la relation entre vote obligatoire et discussion politique laisse peu de place quant à l'utilisation d'un tel concept dans le cadre d'une recherche future dans le cadre d'un M120.

Par ailleurs et pour finir, le lien entre connaissance politique et efficacité externe n'a été que peu élaboré dans la littérature scientifique, si ce n'est à travers des indices comme dans les travaux de Rasmussen & Norgaard (2018). Dans ceux-ci, on voit que la connaissance politique collectée hors du système scolaire est une composante considérable de l'efficacité, sans que cette relation ne soit expressément expliquée.

Conclusion de la deuxième partie

La deuxième approche, l'approche procédurale a occupé la deuxième partie de ce mémoire. Elle consiste à analyser l'influence du vote obligatoire sur l'efficacité externe à travers le prisme de la participation. Lors de cette partie, nous avons pu mettre en avant la présence du concept du winner boost effect, fréquemment rencontré dans la littérature. L'interaction de ce mécanisme bien connu a donc pu être approfondie. En l'occurrence, il est apparu l'importance

du régime politique dans l'analyse de ce phénomène à la lumière du vote obligatoire. En outre, la validité de ce mécanisme est conditionnée à la notion de lisibilité de ce régime et des enjeux propres à l'élection.

Lorsque le régime possède des caractéristiques consociatives ou proportionnelles, l'électeur aura moins tendance à voir l'élection comme l'affrontement de deux camps clairement identifiés. Ainsi, sa réaction en cas de défaite ou de victoire de son camp sera moins influencée par cette distinction dans un pays comme la Belgique. Dans le cas où un tel système est observé, la littérature tend à conférer à la simple participation une augmentation de l'efficacité externe. En revanche, l'effet limité dans le temps de cette augmentation tend à expliquer l'absence d'habitude créée par le vote obligatoire.

Dans le cas où le système politique voit l'affrontement de deux camps clairement identifiés, dans un système majoritaire par exemple, le vote obligatoire aura tendance à baisser l'efficacité externe globale. Alors que les abstentionnistes bénéficiaient d'une stagnation voire d'une légère augmentation de l'efficacité externe, ils se retrouvent forcés de se positionner pour l'un ou l'autre parti politique. La somme de ces évolutions sous le vote obligatoire tend donc à être négatif. En revanche, ce mécanisme de winner boost effect, s'il est d'application dans un système majoritaire, tend à être plus faible chez les électeurs réticents.

Un deuxième mécanisme alternatif exploré fut l'exposition et la collecte d'informations exacerbée par la mobilisation forcée de l'électorat. En outre, le mécanisme exploré consistait à observer une augmentation de l'information collectée par l'électeur du fait de son exposition aux communications électorales ou à une stratégie de recherche d'information menée en vue d'effectuer un vote efficace (congruent). La littérature scientifique tend toutefois à montrer que l'augmentation de la connaissance ne fait pas l'objet d'un consensus et questionne la capacité de l'électeur réticent à rechercher des informations pertinentes vis-à-vis de l'élection.

Conclusion générale

Les difficultés rencontrées

La phase exploratoire ne fut pas aisée en raison de la considération d'effets de second et de premier ordre. Cette première distinction ajoute une difficulté considérable, en diminuant la lisibilité des travaux synthétiques en la matière d'une part, et en brouillant les liens entre concepts théoriques d'autre part. En effet, lors de la phase exploratoire, il était nécessaire de penser en termes d'effets découlant de l'augmentation de la participation au sein d'une partie caractérisée de la population et non en termes d'effet du vote obligatoire dans le sens de sa seule existence légale.

Plus concrètement, en ce qui concerne le vote obligatoire, cela se manifeste par la nécessité de faire davantage de liens avec des travaux traitant indirectement de la thématique. Par exemple, plutôt que de se contenter d'explorer la littérature mentionnant explicitement le vote obligatoire, il a été nécessaire d'explorer, ce qui caractérisait l'électorat typiquement abstentionniste et comment sa mobilisation pouvait modifier les comportements de tous les acteurs. Les effets étudiés devaient tant être étudiés du prisme de de l'électeur (la demande) que de l'acteur politique (l'offre) pour construire une approche complète de la relation étudiée.

Une autre difficulté fut la tendance de quelques travaux qui traitaient directement du vote obligatoire à vouloir analyser la question dans une approche la plus large possible d'un point de vue empirique. Certains d'entre eux se basent donc sur une base de données composée d'un large nombre de pays ayant instauré le vote obligatoire pour étudier ses effets. Toutefois, force est de constater que la diversité des configurations de chaque système politique comprenant le vote obligatoire rend difficile l'application des conclusions qui émanent de tels travaux. La problématique appelle à une exploration causale plus approfondie pour pouvoir tenir compte des spécificités des terrains étudiés.

Récapitulatif de l'approche

On l'a compris, ce travail vise à une exploration large de la thématique au sein de la littérature scientifique. Il entend par ailleurs approfondir des mécanismes causaux qui permettraient d'expliquer la manière dont le vote obligatoire influence l'efficacité politique externe ainsi que mobiliser des concepts qui n'ont initialement pas attiré à la thématique. Ces objectifs permettent en outre de répondre au mieux aux exigences propres à un mémoire de M60 en apportant une réelle plus-value théorique à ce travail.

Rappel de la démarche et ouverture

Dans un premier temps, ce travail a délimité la définition de chaque notion abordée dans la problématique de ce travail -efficacité externe et vote obligatoire - pour mieux mobiliser les mécanismes causaux pertinents émanant d'autres concepts théoriques exogènes au champ du vote obligatoire.

Une fois cela fait, j'ai pu mettre en avant un mécanisme fréquemment repris dans la littérature scientifique, celui de l'influence du vote obligatoire sur la redistribution des richesses. Cette notion est importante, car il ressort de la littérature que l'efficacité externe est en grande partie influencée par la façon dont les politiques publiques sont adaptées selon les attentes de la population, particulièrement en matière de redistribution. Cette première élaboration a permis de poser les fondations de l'approche instrumentale. Elle a ensuite permis de proposer une série de mécanismes explicatifs pour comprendre la manière dont le vote obligatoire pourrait influencer les politiques publiques en faveur de la redistribution, et donc influencer l'efficacité externe des groupes d'électeurs socio-économiquement inférieurs.

Au regard de l'exploration faite à ce sujet, la théorie de la modification des politiques publiques par une base partisane aux revendications plus fortes en matière de redistribution sous le vote obligatoire semble être une piste appelant à davantage d'approfondissements théoriques et empiriques. La littérature scientifique ne semble pas mobiliser ce concept dans le cadre de l'analyse de l'impact du vote obligatoire. Pourtant, il pourrait bien apporter une clé d'analyse importante dans la compréhension du phénomène déjà étudié de l'influence du vote obligatoire sur les politiques publiques redistributives. En particulier dans un système politique où les partis jouent un rôle central dans la politique du pays, la Belgique semble être un terrain d'exploration empirique particulièrement pertinent.

Cette théorie se loge particulièrement bien dans le triple constat qu'a permis la première section : le vote obligatoire ramène un public en demande de redistribution, le vote obligatoire n'influence pas drastiquement les résultats électoraux et l'électorat réticent reste malgré tout globalement congruent. Cette théorie consiste à dire que l'électorat réticent est en faveur d'une plus forte redistribution, thématique centrale des partis de gauche. Ces partis de gauche font de cette thématique un élément encore plus central de leur communication et de leur programme politique. Le vote obligatoire pousserait donc les partis à adapter leur stratégie électorale à un électorat particulièrement en demande de redistribution, et habituellement exclu des urnes. Cela pourrait donc maintenir une certaine congruence économique (soit par un changement de choix

de parti soit par un changement des priorités de ce parti) et présager une certaine incongruence sur d'autres matières, par exemple culturelles. Cela s'expliquerait à la fois par l'offre c'est-à-dire que les partis en font une thématique centrale par stratégie électorale et par la demande, à savoir un électeur réticent davantage en demande de redistribution.

Si l'hypothèse était vérifiée, on observerait alors des électeurs de partis politiques dont les accents sont mis sur une redistribution plus forte avoir une congruence moindre sur d'autres points du programme par exemple.

Sans rentrer dans la vérification de cette théorie, j'aimerais appeler à une ouverture plus large de la réflexion sur ce mécanisme en l'illustrant à travers une citation de Pascal Delwit dans un papier publié dans *Le Soir* à propos de la stratégie du PTB :

« Au tournant des années 2000, le parti réfléchit dès lors à améliorer sa com et son image. Décidant d'écouter ses spécialistes en « propagande, agitation et marketing », il [...] passera sous silence certains combats jugés peu porteurs.

Ainsi, si « pendant longtemps, le PTB a eu un antiracisme militant, plaidant pour les frontières ouvertes », illustre Pascal Delwit, « aujourd'hui, conscient des réflexes xénophobes, il ne parle plus du tout de frontières ouvertes et prône plutôt un accueil ouvert aux migrations et la lutte contre les discriminations. Tout en restant actif sur le terrain, mais sans publicité. »¹

A l'inverse, on peut imaginer qu'un parti d'extrême droite dont une des priorités serait la redistribution pourrait voir une telle différence de congruence davantage marquée sous le vote obligatoire.

En ce qui concerne l'approche procédurale, le winner boost effect est un mécanisme très largement étudié au sein de la littérature scientifique pour étudier l'évolution de l'efficacité externe. Les apports permis par ce travail permettent de le loger avec plus de cohérence et en connaissance des effets perturbateurs du mécanisme qu'impliquent le vote obligatoire et le système politique. Ainsi, il sera intéressant d'approfondir la manière dans laquelle le régime consociativiste propre à la Belgique influence la manière dont l'électeur réticent reçoit les résultats du processus démocratique que représente le vote. A première vue, les électeurs les moins concernés sont les plus susceptibles de ne pas rentrer dans la logique de rejet de la

¹ Pascal Delwit, dans Martine, D. (2022, juin 13). *Le PTB tel qu'il est et le PTB tel qu'il se vend*. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/448112/article/2022-06-13/le-ptb-tel-quil-est-et-le-ptb-tel-quil-se-vend>

démocratie en cas de défaite de son parti. Par ailleurs la complexité de la structure fédérale belge pourrait également jouer un rôle dans ce mécanisme, et mérite d'être approfondie également. D'un point de vue plus normatif, il est intéressant de questionner dans quelle mesure le manque de clarté et de lisibilité des élections est un prix raisonnable à payer pour éviter une réception négative des résultats de la part de l'électeur, et quelles mécanismes alternatifs s'appliquent pour enrayer cette logique.

De nombreux observateurs signalent la crise de la représentativité démocratique que connaissent de nombreux pays à travers le monde. A cet égard, le vote obligatoire fait l'objet de nombreux débats en ce qui concerne sa capacité à répondre à cette crise, en s'adressant à ses racines ou à ses symptômes. Le présent travail entend participer modestement à ce débat en interrogeant la manière dont l'inclusion de force dans le processus démocratique affecte la perception de la propension des représentants politiques à réagir aux aspirations de son électorat. Les approfondissements suggérés pourraient ainsi fournir davantage de clés de compréhension sur la manière d'accompagner au mieux le vote obligatoire pour atténuer ses coûts sociaux et renforcer ses éventuels bénéfices.

Bibliographie

- BANDUCCI, S. A., & KARP, J. A. (2003). How Elections Change the Way Citizens View the Political System: Campaigns, Media Effects and Electoral Outcomes in Comparative Perspective. *British Journal of Political Science*, 33(3), Article 3. <https://doi.org/10.1017/S000712340300019X>
- Bechtel, M. M., Hangartner, D., & Schmid, L. (2016). Does Compulsory Voting Increase Support for Leftist Policy? *American Journal of Political Science*, 60(3), 752-767. <https://doi.org/10.1111/ajps.12224>
- Bernhard, R., & Freeder, S. (2020). The More You Know : Voter Heuristics and the Information Search. *Political Behavior*, 42(2), 603-623. <https://doi.org/10.1007/s11109-018-9512-2>
- BIENSTMAN, S., HENSE, S., & GANGL, M. (2024). Explaining the ‘democratic malaise’ in unequal societies : Inequality, external efficacy and political trust. *European Journal of Political Research*, 63(1), Article 1. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12611>
- Birch, S. (2009a). The case for compulsory voting. *Public Policy Research*, 16(1), 21-27. <https://doi.org/10.1111/j.1744-540X.2009.00550.x>
- Birch, S., 1963-... (2009b). *Full participation : A comparative study of compulsory voting*. United Nations university press. <https://ils.bib.uclouvain.be/global/documents/1818929>
- Birch, S., & Lodge, G. (2015). Voter Engagement, Electoral Inequality and First-Time Compulsory Voting. *The Political Quarterly*, 86(3), 385-392. <https://doi.org/10.1111/1467-923X.12178>
- Bjørnskov, C., Dreher, A., Fischer, J. A. V., & Schnellenbach, J. (2009). *On the Relation Between Income Inequality and Happiness : Do Fairness Perceptions Matter? : Do fairness perceptions matter? Generic*. <https://doi.org/10.3929/ethz-a-005946710>
- BLAIS, A., & DOBRZYNSKA, A. (1998). Turnout in Electoral Democracies. *European Journal of Political Research*, 33(2), Article 2. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.00382>
- Blais, A., Kostelka, F., & Singh, S. P. (2022). Is compulsory voting a solution to low and declining turnout? Cross-national evidence since 1945. *Political Science Research and Methods*, 12(1), 76-93. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/psrm.2022.57>
- Blais, A., Morin-Chassé, A., & Singh, S. P. (2017). Election outcomes, legislative representation, and satisfaction with democracy. *Party Politics*, 23(2), 85-95. <https://doi.org/10.1177/1354068815583200>
- Boyle, B. P. (2022). Engineering Democracy : Electoral Rules and Turnout Inequality. *Political Studies, Journal Article*, 3232172210965. <https://doi.org/10.1177/00323217221096563>
- Brown, S. D., Curtis, J. E., Kay, B. J., & Lambert, R. D. (1988). The Social Sources of Political Knowledge. *Canadian Journal of Political Science*, 21(2), 359-374. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S0008423900056341>

- Carreras, M. (2016). Compulsory voting and political engagement (beyond the ballot box) : A multilevel analysis. *Electoral Studies*, 43, 158-168. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2016.04.005>
- CHAMBERLAIN, A. (2012). A TIME-SERIES ANALYSIS OF EXTERNAL EFFICACY. *Public Opinion Quarterly*, 76(1), 117-130. <https://doi.org/10.1093/poq/nfr064>
- Chapman, E. B. (2019). The Distinctive Value of Elections and the Case for Compulsory Voting. *American Journal of Political Science*, 63(1), 101-112. <https://doi.org/10.1111/ajps.12393>
- Chong, A., & Olivera, M. (2008). DOES COMPULSORY VOTING HELP EQUALIZE INCOMES? *Economics and Politics*, 20(3), 391-415. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0343.2008.00336.x>
- Clarke, H. D., & Acock, A. C. (1989). National Elections and Political Attitudes : The Case of Political Efficacy. *British Journal of Political Science*, 19(4), Article 4. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S0007123400005639>
- COSTELLO, R., TOSHKOV, D., BOS, B., & KROUWEL, A. (2021). Congruence between voters and parties : The role of party-level issue salience. *European Journal of Political Research*, 60(1), 92-113. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12388>
- Craig, S. C., Niemi, R. G., & Silver, G. E. (1990). Political Efficacy and Trust : A Report on the NES Pilot Study Items. *Political Behavior*, 12(3), Article 3. JSTOR.
- Dasonneville, R., FEITOSA, F., HOOGHE, M., & OSER, J. (2021). Policy responsiveness to all citizens or only to voters ? A longitudinal analysis of policy responsiveness in OECD countries. *European Journal of Political Research*, 60(3), 583-602. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12417>
- Dassonneville, R. (2023). *Citizens under compulsory voting : A three-country study*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009071116>
- de Leon, F. L. L., & Rizzi, R. (2016). Does forced voting result in political polarization? *Public Choice*, 166(1/2), 143-160. JSTOR.
- Delwit, P., Deschouwer, K., Hooghe, M., & Walgrave, S. (2010). *Les voix du peuple : Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009*. Éd. de l'Université de Bruxelles. <https://go.exlibris.link/8M19lcyt>
- de Moor, J. (2016). External Efficacy and Political Participation Revisited : The Role of Perceived Output Structures for State- and Non-State-Oriented Action Forms. *Parliamentary Affairs*, 69(3), Article 3. <https://doi.org/10.1093/pa/gsv055>
- Dunaiski, M. (2021). Is compulsory voting habit-forming ? Regression discontinuity evidence from Brazil. *Electoral Studies*, 71, 102334. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102334>
- Elkjær, M. A., & Klitgaard, M. B. (2021). Economic Inequality and Political Responsiveness : A Systematic Review. *Perspectives on Politics*, 1-20. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S1537592721002188>

- Engelen, B. (2007). Why Compulsory Voting Can Enhance Democracy. *Acta Politica*, 42(1), 23-39. International Bibliography of the Social Sciences (IBSS); Sociological Abstracts; Sociology Database. <https://doi.org/10.1057/palgrave.ap.5500167>
- Engelen, B., & Hooghe, M. (2007). *Compulsory voting and its effects on political participation, interest and efficacy*.
- Esaiasson, P., Gilljam, M., & Persson, M. (2017). Responsiveness Beyond Policy Satisfaction : Does It Matter to Citizens? *Comparative Political Studies*, 50(6), Article 6. <https://doi.org/10.1177/0010414015626445>
- Esaiasson, P., Kölln, A.-K., & Turper, S. (2015). External Efficacy and Perceived Responsiveness—Similar but Distinct Concepts. *International Journal of Public Opinion Research*, 27(3), Article 3. <https://doi.org/10.1093/ijpor/edv003>
- Esaiasson, P., & Wlezien, C. (2017). Advances in the Study of Democratic Responsiveness : An Introduction. *Comparative Political Studies*, 50(6), Article 6. <https://doi.org/10.1177/0010414016633226>
- EVELAND, J., WILLIAM P. (2004). The Effect of Political Discussion in Producing Informed Citizens : The Roles of Information, Motivation, and Elaboration. *Political Communication*, 21(2), 177-193. <https://doi.org/10.1080/10584600490443877>
- Eveland Jr, W. P., & Hively, M. H. (2009). Political Discussion Frequency, Network Size, and “Heterogeneity” of Discussion as Predictors of Political Knowledge and Participation. *Journal of Communication*, 59(2), 205-224. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2009.01412.x>
- Finkel, S. E. (1985). Reciprocal Effects of Participation and Political Efficacy : A Panel Analysis. *American Journal of Political Science*, 29(4), 891-913. JSTOR. <https://doi.org/10.2307/2111186>
- Finkel, S. E. (1987). The Effects of Participation on Political Efficacy and Political Support : Evidence from a West German Panel. *The Journal of Politics*, 49(2), Article 2. JSTOR. <https://doi.org/10.2307/2131308>
- Flavin, P. (2012). Does higher voter turnout among the poor lead to more equal policy representation? *The Social Science Journal (Fort Collins)*, 49(4), 405-412. <https://doi.org/10.1016/j.soscij.2012.09.006>
- Gaebler, S., Potrafke, N., & Roesel, F. (2020). Compulsory voting and political participation : Empirical evidence from Austria. *Regional Science and Urban Economics*, 81, 103499. <https://doi.org/10.1016/j.regsciurbeco.2019.103499>
- Giger, N., Rosset, J., & Bernauer, J. (2012). THE POOR POLITICAL REPRESENTATION OF THE POOR IN A COMPARATIVE PERSPECTIVE. *Representation (McDougall Trust)*, 48(1), 47-61. <https://doi.org/10.1080/00344893.2012.653238>
- Gilens, M. (2005). Inequality and Democratic Responsiveness. *The Public Opinion Quarterly*, 69(5), 778-796. JSTOR.

- Gimpelson, V., & Treisman, D. (2018). Misperceiving inequality. *Economics & Politics*, 30(1), Article 1. <https://doi.org/10.1111/ecpo.12103>
- Goubin Silke. (2020). Economic inequality, perceived responsiveness and political trust. *Acta Politica*, 55(2), Article 2. International Bibliography of the Social Sciences (IBSS); Sociological Abstracts; Sociology Database. <https://doi.org/10.1057/s41269-018-0115-z>
- Griffin, J. D., & Newman, B. (2005). Are Voters Better Represented? *The Journal of Politics*, 67(4), 1206-1227. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2508.2005.00357.x>
- Hackett, J. D., & Omoto, A. M. (2009). Efficacy and Estrangement : Effects of Voting. *Analyses of Social Issues and Public Policy*, 9(1), Article 1. <https://doi.org/10.1111/j.1530-2415.2009.01192.x>
- Harris, J. P. (1955). The Voter Decides. By Angus Campbell, Gerald Gurin and Warren E. Miller. (Evanston, Ill. : Row, Peterson and Co.1954. Pp. Xiii, 242. \$4.75). *The American Political Science Review*, 49(1), Article 1. <https://doi.org/10.2307/1951650>
- Hicks, B. M., Loewen, P. J., & Milner, H. (2008). Does Compulsory Voting Lead to More Informed and Engaged Citizens ? An Experimental Test. *Canadian Journal of Political Science*, 41(3), 655-672. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S000842390808075X>
- Hill, L. (2006). Low Voter Turnout in the United States : Is Compulsory Voting a Viable Solution? *Journal of Theoretical Politics*, 18(2), 207-232. <https://doi.org/10.1177/0951629806061868>
- Hillen, S., Steiner, N. D., & Landwehr, C. (2024). Perceptions of policy responsiveness : The effects of egocentric and sociotropic congruence. *West European Politics*, 1-28. <https://doi.org/10.1080/01402382.2024.2333215>
- Hoffman, M., León, G., & Lombardi, M. (2017). Compulsory voting, turnout, and government spending : Evidence from Austria. *Journal of Public Economics*, 145, 103-115. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2016.10.002>
- Holbein, J. B., & Rangel, M. A. (2020). Does Voting Have Upstream and Downstream Consequences ? Regression Discontinuity Tests of the Transformative Voting Hypothesis. *The Journal of Politics*, 82(4), 1196-1216. <https://doi.org/10.1086/707859>
- Hooghe, M., Pelleriaux, K., De Winter, L., & Ackaert, J. (1998). Compulsory Voting in Belgium : An Application of the Lijphart Thesis. *Electoral Studies*, 17(4), 419-425. [https://doi.org/10.1016/S0261-3794\(98\)00021-3](https://doi.org/10.1016/S0261-3794(98)00021-3)
- Hooghe, M., & Stiers, D. (2016). Elections as a democratic linkage mechanism : How elections boost political trust in a proportional system. *Electoral Studies*, 44, 46-55. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2016.08.002>
- Hooghe, M., & Stiers, D. (2017). Do reluctant voters vote less accurately ? The effect of compulsory voting on party–voter congruence in Australia and Belgium. *Australian Journal of Political Science*, 52(1), 75-94. <https://doi.org/10.1080/10361146.2016.1260685>

- Ibenskas, R., & Polk, J. (2022). Congruence and party responsiveness in Western Europe in the 21st century. *West European Politics*, 45(2), 201-222. <https://doi.org/10.1080/01402382.2020.1859756>
- Ikeda, K., & Boase, J. (2011). Multiple Discussion Networks and Their Consequence for Political Participation. *Communication Research*, 38(5), 660-683. <https://doi.org/10.1177/0093650210395063>
- Irwin, G. (1974). Compulsory Voting Legislation : Impact on Voter Turnout in the Netherlands. *Comparative Political Studies*, 7(3), 292-315. <https://doi.org/10.1177/001041407400700302>
- KARP, J. A., & BANDUCCI, S. A. (2008). Political Efficacy and Participation in Twenty-Seven Democracies : How Electoral Systems Shape Political Behaviour. *British Journal of Political Science*, 38(2), Article 2. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S0007123408000161>
- Lijphart, A. (1997). Unequal Participation : Democracy's Unresolved Dilemma Presidential Address, American Political Science Association, 1996. *American Political Science Review*, 91(1), 1-14. Cambridge Core. <https://doi.org/10.2307/2952255>
- Lijphart, A. (2010). The Right to Vote, Compulsory Voting, Compulsory Turnout : Introduction to the Debate. *Res publica (Bruxelles)*, 52(1), 9-18.
- Malkopoulou, A. (2020). Compulsory voting and right-wing populism: Mobilisation, representation and socioeconomic inequalities. *Australian Journal of Political Science*, 55(3), Article 3. <https://doi.org/10.1080/10361146.2020.1774507>
- McClurg, S. D. (2006). The Electoral Relevance of Political Talk : Examining Disagreement and Expertise Effects in Social Networks on Political Participation. *American Journal of Political Science*, 50(3), 737-754. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2006.00213.x>
- Miles, M. R., & Mullinix, K. J. (2021). (Un)Informed Voting? A Test of Compulsory Voting Feedback Effects. *Policy Studies Journal*, 49(1), 219-241. <https://doi.org/10.1111/psj.12366>
- Norris, M. (2015). The Economic Roots of External Efficacy : Assessing the Relationship between External Political Efficacy and Income Inequality. *Canadian Journal of Political Science*, 48(4), Article 4. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S0008423915001080>
- Peters, Y., & Ensink, S. J. (2015). Differential Responsiveness in Europe : The Effects of Preference Difference and Electoral Participation. *West European Politics*, 38(3), Article 3. <https://doi.org/10.1080/01402382.2014.973260>
- Pontusson, J., & Rueda, D. (2010). The Politics of Inequality : Voter Mobilization and Left Parties in Advanced Industrial States. *Comparative Political Studies*, 43(6), 675-705. <https://doi.org/10.1177/0010414009358672>
- Quintelier, E., Hooghe, M., & Marien, S. (2011). The Effect of Compulsory Voting on Turnout Stratification Patterns : A Cross-national Analysis. *International Political Science Review*, 32(4), 396-416. <https://doi.org/10.1177/0192512110382016>

- Quintelier, E., Stolle, D., & Harell, A. (2012). Politics in Peer Groups : Exploring the Causal Relationship between Network Diversity and Political Participation. *Political Research Quarterly*, 65(4), 868-881. <https://doi.org/10.1177/1065912911411099>
- RASMUSSEN, S. H. R., & NØRGAARD, A. S. (2018). When and why does education matter ? Motivation and resource effects in political efficacy. *European Journal of Political Research*, 57(1), 24-46. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12213>
- Reuchamps, M., Caluwaerts, D., De Winter, L., Jacquet, V., & Meulewaeter, C. (2015). *Vote obligatoire et abstention dans une perspective multi-niveaux* (1-Book, Section). Lannoo Campus. <https://go.exlibris.link/DGjD9WgG>
- Reuchamps, M., Devillers, S., Caluwaerts, D., & Bouhon, F. (2018). *Le vote obligatoire* (2e édition, 1-Book, Section). Larcier. <https://go.exlibris.link/Pgvhzjzr>
- Rosset, J. (2023). Perceptions of (unequal) responsiveness and their consequences for electoral participation. *Journal of European Public Policy*, 30(8), 1565-1587. <https://doi.org/10.1080/13501763.2022.2094989>
- Schakel, W. (2021). Unequal policy responsiveness in the Netherlands. *Socio-Economic Review*, 19(1), 37-57. <https://doi.org/10.1093/ser/mwz018>
- Scotto, T. J., Xena, C., & Reifler, J. (2021). Alternative Measures of Political Efficacy : The Quest for Cross-Cultural Invariance With Ordinally Scaled Survey Items. *Frontiers in Political Science*, 3(Journal Article), Article Journal Article. <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.665532>
- SELB, P., & LACHAT, R. (2009). The more, the better ? Counterfactual evidence on the effect of compulsory voting on the consistency of party choice. *European Journal of Political Research*, 48(5), 573-597. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2009.01834.x>
- Sheppard, J. (2015). Compulsory voting and political knowledge : Testing a ‘compelled engagement’ hypothesis. *Electoral Studies*, 40, 300-307. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2015.10.005>
- Shineman, V. (2021). Isolating the effect of compulsory voting laws on political sophistication : Leveraging intra-national variation in mandatory voting laws between the Austrian Provinces. *Electoral Studies*, 71, 102265. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2020.102265>
- Shineman, V. A. (2018). If You Mobilize Them, They Will Become Informed : Experimental Evidence that Information Acquisition Is Endogenous to Costs and Incentives to Participate. *British Journal of Political Science*, 48(1), 189-211. ABI/INFORM Collection; International Bibliography of the Social Sciences (IBSS). <https://doi.org/10.1017/S0007123416000168>
- Singh, S. P. (2014). Not all election winners are equal : Satisfaction with democracy and the nature of the vote. *European Journal of Political Research*, 53(2), Article 2. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12028>
- Singh, S. P. (2016). Elections as poorer reflections of preferences under compulsory voting. *Electoral Studies*, 44(Journal Article), 56-65. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2016.08.005>

- Singh, S. P. (2018). Compulsory Voting and Dissatisfaction with Democracy. *British Journal of Political Science*, 48(3), 843-854. Cambridge Core. <https://doi.org/10.1017/S0007123416000041>
- Singh, S. P. (2023). Compulsory Voting Diminishes the Relationship between Winning and Satisfaction with Democracy. *The Journal of Politics*, 85(3), Article 3. <https://doi.org/10.1086/723815>
- Singh, S. P., & Roy, J. (2018). Compulsory voting and voter information seeking. *Research & Politics*, 5(1), 2053168017751993. <https://doi.org/10.1177/2053168017751993>
- Singh, S., & Thornton, J. (2013). Compulsory voting and the dynamics of partisan identification. *European Journal of Political Research*, 52(2), 188-211. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2012.02071.x>
- Solt, F. (2010). Does Economic Inequality Depress Electoral Participation? Testing the Schattschneider Hypothesis. *Political Behavior*, 32(2), Article 2. <https://doi.org/10.1007/s11109-010-9106-0>
- Soontjens, K., & Persson, M. J. (2024). Lacking Incentives, Not Information. Why Politicians tend to be Less Responsive to Lower-Income Citizens. *Legislative Studies Quarterly, Journal Article*. <https://doi.org/10.1111/lsg.12450>
- Traber, D., HÄNNI, M., GIGER, N., & BREUNIG, C. (2022). Social status, political priorities and unequal representation. *European Journal of Political Research*, 61(2), 351-373. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12456>
- Tyson, S. A. (2016). Information Acquisition, Strategic Voting, and Improving the Quality of Democratic Choice. *The Journal of Politics*, 78(4), 1016-1031. <https://doi.org/10.1086/686027>
- van der Meer, T. W. G., & Steenvoorden, E. H. (2018). Going back to the well : A panel study into the election boost of political support among electoral winners and losers. *Electoral Studies*, 55, 40-53. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2018.06.007>
- WEISSTANNER, D., & JENSEN, C. (2024). Political mobilisation and socioeconomic inequality in policy congruence. *European Journal of Political Research*, n/a(n/a). <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12661>